SEANCE ORDINAIRE DU 25 MARS 2010

Président : M. Yves FAVRE
Vice-président : M. Damien BONFANTI
Secrétaire : M. Javier ALONSO
Membres : Mme Lucia BARBEY, M. Dominique ZEHFUS

Sont présents :

Mme Luisa ALONSO-PENTZKE, MM. Cedric ANNEN, Gilles AUGSBURGER, Alessandro CALABRESE, Mmes Martine CASUTT, Claudine CORMINBOEUF, M. Xavier COULIN, Mme Corinne FLOREY BARDET, MM. Jean FONTAINE, Roger GOLAY, Mme Anne-Claude JUILLERAT VAN DER LINDEN, MM. John LINGG, Patrick LUSSI, Mme Murielle MARCHIANDO, MM. Christian MARCHIANDO, Alain MATHIEU, Yves PAGE, Philippe PERRENOUD, Mmes Louise REY, Suzanne RICHERT, MM. Christo SABEV, Karel STUDER, Hüseyin TEMEL, Mme Nathalie VERGAIN, M. Pierre-Alain VOLERY

Excusés : Mme Marceline DILONARDO, M. Alain ERETZIAN, Mme Carole ESTOPPEY, MM. Frédéric PROGIN et Claudio VITALI

Assistent à la séance : M. Frédéric RENEVEY, Maire
M. François BAERTSCHI, M. François LANCE,
Conseillers administratifs
Mme Maya AUGSBURGER, Secrétaire

ORDRE DU JOUR :

- 1) Approbation de l'ordre du jour
- 2) Approbation du procès-verbal de la séance du 18 février 2010
- 3) Communications du Bureau
- 4) Communications du Conseil administratif
- 5) Propositions du Conseil administratif
- 6) Présentation des comptes 2009
- 7) **Commission des travaux et constructions -
Séances des 2 octobre 2008, 3 novembre 2009 et 4 février 2010 -
Rapporteurs : M. Karel STUDER, M. Christian MARCHIANDO et M. Philippe PERRENOUD
Commission des finances et gestion des immeubles locatifs - Séance du 8 mars 2010
Rapporteuse : Mme Corinne FLOREY BARDET
Bâtiment de la crèche du Plateau « EVE » - Travaux d'agrandissement
Crédit d'investissement (Fr. 185'000.--) **p. 879** **Arrêté****
- 8) **Commission des travaux et constructions -
Séances des 7 mai, 27 août 2009 et 4 mars 2010 -
Rapporteurs : Mme Carole ESTOPPEY, M. Philippe PERRENOUD et Mme Martine CASUTT
Commission des finances et gestion des immeubles locatifs - Séance du 8 mars 2010 -
Rapporteuse : Mme Corinne FLOREY BARDET
Chemin des Courtillets - Réaménagement de la chaussée
Crédit de construction (Fr. 425'000.--) **p. 881** **Arrêté****
- 9) **Commissions des finances et gestion des immeubles locatifs et des sports
réunies - Séance du 15 février 2010 -
Rapporteur : M. Cedric ANNEN**
 - a) Grand-Lancy FC - Situation financière du club et proposition d'octroi d'un prêt sans intérêt de Fr. 120'000.-- **p. 885** **Arrêté**
 - b) Lancy Natation - Point sur la situation financière du club **p. 886** **Information**
 - c) Divers

Séance ordinaire du 25 mars 2010

- 10) **Commission des affaires sociales - Séance du 10 mars 2010 -
Rapporteuse : Mme Murielle MARCHIANDO**
a) Programme d'accès aux soins du canton de Genève
- son application sur les EMS **p. 886** **Résolution**
b) Divers
- 11) **Commission de l'aménagement du territoire - Séance du 17 mars 2010 -
Rapporteur : M. Dominique ZEHFUS**
Procédure d'opposition au projet de loi No 10635 modifiant les limites de zone sur le territoire de la Commune de Lancy - Route de la Chapelle - Création d'une zone de développement 3 - Plan No 29175-543 **p. 889** **Résolution**
- 12) **Commissions de sécurité et des affaires sociales réunies - Séance du 8 février 2010 -
Rapporteuse : Mme Claudine CORMINBOEUF**
Etude pour la mise en place de caméras sur le territoire de la commune
- Statistiques du SPPM et des APM **p. 891** **Information**
- 13) **Commission de la sécurité - Séance du 8 février 2010 -
Rapporteuse : Mme Claudine CORMINBOEUF**
a) Point sur le regroupement des ORPC de Lancy et Cressy **p. 893** **Information**
b) Utilisation du terrain d'exercice de St-Georges et la Maison du Feu par
l'Association Genevoise d'Air Soft **p. 894** **Information**
c) Divers
- 14) **Commission de l'environnement et développement durable - Séance du 11 février 2010 -
Rapporteur : M. Dominique ZEHFUS**
a) Présentation sur les écoquartiers **p. 895** **Information**
b) Présentation de la page du site Internet « Développement durable » **p. 896** **Information**
c) Point sur le type de plantations à Lancy **p. 896** **Information**
d) Divers
- 15) **Commission de la culture - Séance du 1er mars 2010 -
Rapporteur : M. Christian MARCHIANDO**
a) Projet de bibliothèque multimédia à Lancy-Sud
- Etude des normes et éléments financiers **p. 897** **Information**
b) Divers
- 16) **Commission de l'aménagement du territoire - Séance du 3 mars 2010 -
Rapporteur : M. Dominique ZEHFUS**
a) Résolution du 18 février 2010 relative à l'Esplanade de Lancy-Sud
- Présentation par le bureau J.-M. Comte des possibilités de procédures
concernant le recrutement des mandataires **p. 899** **Information**
b) Divers
- 17) **Commission des travaux et constructions - Séance du 4 mars 2010 -
Rapporteuse : Mme Martine CASUTT**
a) Présentation de la rénovation de la piscine de Marignac **p. 900** **Information**
b) Divers
- 18) **Commissions des finances et gestion des immeubles locatifs et des affaires sociales
réunies - Séance du 8 mars 2010 -
Rapporteuse : Mme Corinne FLOREY BARDET**
Projet route du Grand-Lancy 96 - Besoins en logements d'urgence **p. 901** **Information**
**Commission des affaires sociales – Séance du 10 mars 2010 –
Rapporteuse : Mme Murielle MARCHIANDO**
Résolution « Route du Grand-Lancy 96 » **p. 903** **Information**
- 19) **Commission des finances et gestion des immeubles locatifs - Séance du 8 mars 2010
Rapporteuse : Mme Corinne FLOREY BARDET**
Divers **p. 904**
- 20) Election d'un membre du Bureau **p. 905**
- 21) Propositions individuelles et questions **p. 905**
- 22) Questions du public

Séance ordinaire du 25 mars 2010

M. FAVRE : Bonsoir à toutes et à tous, M. le Maire, MM. les Conseillers administratifs, Mmes et MM. les Conseillers municipaux, chers collègues, Mme la Secrétaire générale Odile de Garrini, Mme la secrétaire du Conseil municipal Maya Augsburg, M. Andrey, projectionniste, M. J.-L. Breda ainsi que le public.

J'excuse les absences de Mme Marceline Dilonardo, Mme Carole Estoppey, M. Frédéric Progin, M. Claudio Vitali. M. Alain Eretzian est annoncé avec un peu de retard.

1. APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

M. FAVRE : J'ai une modification à vous soumettre. En effet, le groupe UDC souhaite changer de représentant au sein du Bureau. Je désire rajouter ce point à l'ordre du jour et propose de le mettre au point 20), avant les propositions individuelles et questions.

Je demande au secrétaire de nous lire la lettre que nous avons reçue :

« Concerne : Membre du bureau

Madame, Monsieur,

Je vous informe que, suite à notre caucus de lundi, le groupe UDC a pris la décision que le représentant de L'UDC-Lancy sera le soussigné, Philippe Perrenoud, chef de groupe qui rejoindra les membres du Bureau et ce, dès le mois d'avril.

Je vous remercie donc de bien vouloir faire les modifications nécessaires.

Dans l'intervalle, recevez, Madame, Monsieur, mes cordiales salutations ».

Philippe Perrenoud, chef de groupe UDC-Lancy

L'ordre du jour est accepté avec cette modification.

M. LINGG : J'ai une petite modification sur l'ordre du jour. Pour le point 8), Mme Estoppey étant absente, c'est M. Yves Page qui lira le rapport à sa place.

2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 18 FEVRIER 2010

Le procès-verbal est approuvé avec mes remerciements à son autrice.

3. COMMUNICATIONS DU BUREAU

Il n'y en a pas.

4. COMMUNICATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF

M. BAERTSCHI : Vous avez sur vos pupitres une résolution du Conseil municipal qui concerne le projet de loi qui modifie la limite de zone à la route de la Chapelle, dont nous allons parler ce soir. A la suite de la commission, une résolution avait été votée, le Conseil administratif vous propose d'ajouter des arguments, qui sont les arguments en « grisé », évidemment, vous pouvez ne pas les mentionner. Une étude juridique

Séance ordinaire du 25 mars 2010

nous a montré qu'il fallait aussi relever cette possibilité-là, c'est-à-dire cet argument, en vue d'un éventuel refus. C'est une proposition du Conseil administratif qui arrive trop tardivement, mais vous savez que nous n'avons pas le choix, nos délais sont tels que nous devons ce soir prendre une décision, à défaut de non-décision, et bien la procédure continue sans autre. Donc, nous vous proposons de mettre les trois libellés qui sont des libellés juridiques sur la résolution dont nous parlerons tout à l'heure.

M. LANCE : J'aimerais tout d'abord vous informer que le Conseil administratif a nommé M. Pascal Rosé à la succession de M. Pierre-André Bise. M. Rosé prendra ses fonctions le 1er juillet 2010, la date du départ de M. Bise n'est pas encore déterminée à ce jour.

Autre information concernant la circulation au chemin des Pâquerettes. Suite à l'intervention de Mme Juillerat van der Linden, des comptages et des mesures de vitesses ont été effectués par nos agents de police municipaux. Comme vous le savez, le chemin des Pâquerettes est en zone 30 km/h sur toute sa longueur, un nombre important de véhicules circulent en effet dans le sens Ormeaux/Pont-Butin, la vitesse moyenne des véhicules contrôlés se situe autour de 33 km/h, à part quelques exceptions.

Des comptages ont été effectués entre le 2 et le 4 mars 2010 concernant la traversée des enfants, pour le passage piétons situé à proximité du chemin de la Station, 6 enfants ont traversé à cet endroit, dont 2 enfants accompagnés d'adultes. Les enfants traversant à la hauteur du chemin de l'Épargne se rendant au restaurant scolaire sont eux accompagnés par des adultes. En l'état, nous ne pensons pas que la présence d'une patrouille scolaire soit justifiée.

Suite à l'intervention de M. Lussi, les volatiles qui exerçaient leurs cordes vocales tôt le matin dans une maison près de la boucle du tram aux Palettes ont été transférés de force à la Gavotte.

Concernant une intervention de Mme Corminboeuf, lui dire que nos services étudient la possibilité d'implanter un marché de saison sur l'esplanade des Palettes, mais en l'état, certaines questions techniques doivent être encore réglées.

Enfin, vous informer qu'une villa sise chemin du Fief-de-Chapitre 2 est devenue vacante suite au décès du locataire. Après réflexion du Conseil administratif quant à l'affectation de cette villa, il a été décidé d'effectuer des travaux afin de réhabiliter les deux appartements et les relouer à des familles par la suite.

Mais, dans un premier temps, le Conseil administratif a décidé de mettre à disposition temporairement cette villa au Point Virgule, le temps de la démolition et de la reconstruction des bâtiments sis sur la parcelle de la route du Grand-Lancy 96.

5. PROPOSITIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Il n'y en a pas.

6. PRESENTATION DES COMPTES 2009

M. LANCE : Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux, au nom du Conseil administratif, j'ai l'honneur et le plaisir de vous présenter les comptes 2009 de notre Ville.

A nouveau, les comptes 2009 se révèlent excellents. Le détail par poste, qui va suivre, va permettre de vous présenter les éléments positifs qui influent sur ce résultat. Ce remarquable bénéfice comptable ne

Séance ordinaire du 25 mars 2010

doit toutefois pas masquer l'évolution négative enregistrée sur les recettes fiscales. Il s'agit bien sûr d'estimations, à considérer avec les précautions d'usage, mais le ralentissement conjoncturel et les réactions tardives de la récession sur les entrées de la fiscalité sont encore des éléments qu'il ne faut en aucun cas écarter.

Cet exercice est marqué par d'importants disponibles, notamment sur la nature biens, services et marchandises, à mettre en parallèle à la situation des "12èmes provisionnels" qui a prévalu durant une bonne partie du 1^{er} semestre, période où il a été constaté un ralentissement des dépenses. Plusieurs projets prévus au budget 2009 n'ont également pas pu se concrétiser.

Les revenus, sans les immeubles, atteignent Fr. 93,55 millions alors que le budget prévoyait un total de Fr. 86,33 millions, soit un écart favorable de Fr. 7,22 millions.

Le total des charges s'inscrit à Fr. 84,66 millions alors que le budget prévoyait un total de Fr. 90,21 millions, soit un disponible net de Fr. 5,55 millions.

Le patrimoine financier enregistre un gain comptable extraordinaire de Fr. 2,80 millions, grâce à la vente de la parcelle 3702 à l'avenue Louis-Bertrand et aux opérations foncières sur le périmètre du PLQ de Lancy-Square. Le résultat des immeubles s'élevant à Fr. 4.87 millions, le résultat du patrimoine financier totalise la somme de Fr. 7.67 millions. Compte tenu de ces éléments, **l'excédent de revenus total s'élève à Fr. 16,56 millions.**

Pour une meilleure interprétation de ce résultat je vous donne, ci-après, sa décomposition en écarts en partant du résultat net du budget 2009 :

Résultat net du budget 2009	0.50
<u>Ecarts sur les dépenses</u>	
- Gain sur les biens, services et marchandises (P.A.)	2.85
- Gain sur les subventions accordées	1.19
- Gain sur les amortissements du P.A.	0.80
- Gain sur les intérêts passifs	0.68
- Diminution de la compensation versée aux communes frontalières	0.37
- Autres postes de charges, soit un dépassement net de	-0.83
<u>Ecarts sur les revenus</u>	
- Fluctuations de provisions fiscales, utilisation	3.88
- Gain comptable sur aliénations du P.F.	2.80
- Revenus divers, revenus des biens, autres revenus	2.24
- Impôts, fonds de péréquation et TPC	2.08
Résultat final 2009	<u>16.56</u>

En regard du budget 2009, par nature sans les immeubles, nous relevons les écarts positifs et importants suivants :

CHARGES

Un disponible sur le poste "BIENS, SERVICES ET MARCHANDISES"	- 2.85 mio	-11.26 %
Des SUBVENTIONS accordées moins élevées que prévues	- 1.19 mio	-9.24 %
Un disponible sur le poste "AMORTISSEMENTS"	- 0.68 mio	-4.57 %
Un disponible sur le poste "INTERETS PASSIFS"	- 0.68 mio	-16.36 %

Séance ordinaire du 25 mars 2010**PRODUITS**

Un gain sur le poste "REVENUS DIVERS"	4.13 mio	103.42 %
Un gain par rapport au budget sur le poste "IMPOTS" dont l'analyse sera présentée en détail plus loin	2.08 mios	2.72 %

Quant aux écarts défavorables, seules les charges de personnel enregistrent un léger dépassement de 0.26 million ou + 1.18 %.

Cela étant, examinons maintenant en détail les différents éléments que constituent les comptes 2009 :

1. COMPTES DE FONCTIONNEMENT**1.1. LES REVENUS**

Leur total, en tenant compte du résultat net du patrimoine financier, s'élèvent à Fr. 101,22 millions contre Fr. 101,89 millions aux comptes 2008, et Fr. 90,71 millions au budget 2009. L'écart défavorable par rapport aux comptes 2008 est de Fr. 0,67 million ou de -0.65 %.

Comme vous le savez, l'essentiel de nos revenus provient du produit de l'impôt communal. En valeur de production brute, cette rubrique évolue comme suit en ce qui concerne les personnes physiques :

AUX COMPTES 2008	68.73 mios	(+ 12,76 %)
AUX COMPTES 2009	61.52 mios	(- 10,49 %)
AU BUDGET 2009	61.40 mios	
AU BUDGET 2010	53.08 mios	

Nous constatons une forte diminution de **-10.49 %** de la production brute globale des personnes physiques par rapport à nos comptes 2008. Et si nous replaçons les correctifs des années précédentes (2005 à 2008) dans leur exercice comptable respectif, nous constatons que l'évolution de l'impôt des personnes physiques entre les exercices fiscaux 2008 et 2009 est confirmée par une aggravation de **-8.51 %**, baisse du centime incluse.

Parallèlement, l'analyse des comptes 2009 appelle les commentaires suivants :

La production 2006 pour l'impôt cantonal et communal (ICC), à ce jour, a été notifiée à raison de 98,8 %, le solde restant une estimation. La production 2006 enregistre un écart positif en 2009 de Fr. 297'590.--, soit 0.7 % par rapport à l'estimation 2006 effectuée dans les comptes 2008.

La production 2007 (ICC), à ce jour, a été notifiée à raison de 95.4 %. La production 2007 enregistre également un écart positif estimé en 2009 de Fr. 1'478'944.--, soit 3.3 % par rapport à l'estimation 2007 effectuée dans les comptes 2008.

La production 2008 (ICC), à ce jour, a été notifiée à raison de 75.4 %. L'administration fiscale, n'enregistre qu'un différentiel positif estimé de seulement Fr. 2'284.-- ou 0 % par rapport à la production estimée en 2008.

L'estimation de la production 2009 (ICC), en tenant compte du correctif inhérent à l'année 2008, montre une décroissance de Fr. -2'893'488.-- ou -6.3 % par rapport à l'exercice fiscal 2008. Entre 2008 et 2009, il a été procédé à la baisse du nombre de centimes additionnels, soit un centime (de 48 à 47). Ainsi, avec une valeur d'un centime de production en 2009 qui équivaut à Fr. 1'252'784.--, nous pouvons constater une nette détérioration de nos recettes fiscales.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

L'impôt à la source, quant à lui, décroît de manière significative. Cet impôt est perçu directement et sans reliquat. La baisse enregistrée en 2009 par rapport aux encaissements de l'exercice 2008 s'élève à Fr. - 2'425'876.-- ou -13.55 %. Une part de cette baisse est dans une moindre mesure imputable à la diminution de un centime sur le nombre de centimes additionnels communaux. La proportion de l'impôt à la source par rapport à la production brute globale se situe à 25.15 %.

Compte tenu des impôts sur les prestations en capital, de l'impôt à la source et de la reclassification des correctifs des exercices précédents, l'impôt 2009 des personnes physiques, par rapport à l'exercice fiscal 2008 ainsi corrigé, régresse donc de -8.51 %.

L'incertitude des éléments sujets à modification qui affecte la production 2008, voire 2007, se reportera encore sur les comptes 2010. La provision pour estimation de la production est maintenue à 20 %, pour couvrir le risque de fluctuation des estimations.

Le reliquat passe de Fr. 32,49 millions au 31 décembre 2008 à Fr. 28 millions au 31 décembre 2009, soit - Fr. 4'490'835.-- ou - 13.82 %, en lien avec la baisse des recettes fiscales. La provision sur reliquat reste maintenue à 50 %, estimée suffisante pour faire face à d'éventuelles pertes futures.

L'impôt communal perçu auprès des personnes morales évolue quant à lui comme suit en terme de production brute :

AUX COMPTES 2008	4.43 mios	(+ 2.31 %)
AUX COMPTES 2009	4.70 mios	(+ 6.06 %)
AU BUDGET 2009	3.76 mios	
AU BUDGET 2010	3.84 mios	

Nous constatons une augmentation de 6.06 % de la production brute globale des personnes morales par rapport à nos comptes 2008. Toutefois, l'analyse de la production, en remplaçant les correctifs des années antérieures dans leur exercice comptable respectif, montre que l'estimation de la production 2009, par rapport à l'estimation corrigée de 2008 diminue de Fr. 1'132'018.-- ou - 23.78 %, baisse du centime incluse.

Nous enregistrons un correctif d'estimation sur l'année fiscale 2007 de Fr. 381'204.-- ainsi qu'un correctif d'estimation de Fr. 739'389.-- sur l'année fiscale 2008, soit +16.70 % par rapport à l'estimation de la production brute globale dans les comptes 2008.

Il faut toutefois relever que l'administration fiscale se base sur le taux de croissance économique cantonal pour établir les estimations de l'impôt sur les personnes morales attribuables à chaque commune. Les estimations de cet impôt doivent être évaluées avec prudence, particulièrement au vu des répercussions possibles de la crise financière.

Quant à la taxe professionnelle, elle se présente de la façon suivante :

AUX COMPTES 2008	8.06 mios	(+ 25.24 %)
AUX COMPTES 2009	8.68 mios	(+ 7.68 %)
AU BUDGET 2009	6.80 mios	
AU BUDGET 2010	6.80 mios	

Le résultat 2009 est constitué d'une part des déclarations basées sur les années 2007 et 2008, période de calcul pour la taxation 2009 d'une partie des groupes professionnels. L'autre source des revenus est composée des contribuables dont la taxation annuelle a été reconduite, basée sur les exercices 2006 et 2007. Le résultat est également en hausse suite à l'arrivée de nouveaux contribuables, représentant 8 % de la production globale.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

Examinons plus rapidement d'autres sources de revenus. Elles évoluent de la manière suivante :

- les revenus divers du PA se sont établis à Fr. 8,13 millions contre Fr. 4,16 millions en 2008. L'écart est lié aux fluctuations, ou variations, de provisions fiscales pour un gain Fr. 3,88 millions. En effet, une baisse importante de la production et du reliquat a entraîné une diminution conséquente des provisions.
- les loyers du patrimoine administratif ont atteint la somme de Fr. 4,50 millions, contre Fr. 4,09 millions en 2008.
- le fonds de péréquation intercommunale nous procure Fr. 3,86 millions contre Fr. 4,89 millions en 2008 et Fr. 4,70 millions au budget 2009; ce fonds est alimenté par 20 % des recettes des personnes morales et est ensuite réparti entre les communes;
- le fonds d'équipement communal nous a permis de percevoir la somme de Fr. 0,96 million contre Fr. 1,59 million en 2008. Le budget 2009 prévoyait un montant de Fr. 0,60 million.
- le produit des intérêts et des participations du PA se situe à Fr. 0.33 million, contre Fr. 0.51 million aux comptes 2008.

1.2. LES CHARGES

Leur total s'élève à Fr. 84,66 millions en 2009 contre Fr. 89,57 millions en 2008, soit une diminution de Fr. 4,91 millions ou - 5.48 %.

Par rapport au budget 2009, les charges aux comptes 2009 sont en nette régression de Fr. 5,55 millions ou - 6,15 %.

Les postes essentiels des dépenses du patrimoine administratif sont les suivants, par ordre d'importance :

Biens et services : Fr. 22,42 millions en 2009 contre Fr. 21,85 millions en 2008, soit une augmentation de Fr. 0,58 million ou + 2,6 %. En regard d'un budget 2009 de Fr. 25,27 millions, les dépenses en biens et services sont donc inférieures de Fr. 2,85 millions.

Charges de personnel : Fr. 22,06 millions aux comptes 2009, contre Fr. 20,41 en 2008 et 21,80 millions au budget 2009.

Amortissements du PA : Fr. 12,48 millions en 2009 contre Fr. 12,31 millions en 2008 et Fr. 13,28 millions au budget 2009.

Subventions : Fr. 11,73 millions en 2009 contre Fr. 10,71 millions en 2008, et Fr. 12,92 millions au budget 2009.

Dédommagements versés aux collectivités publiques : ce poste regroupe principalement les frais de perception de l'impôt et les participations aux frais du SIS, des Evaux, de l'ACG et du SIACG, ainsi que du GIAP et de la FAS'e : Fr. 7,44 millions en 2009 contre Fr. 7,25 millions en 2008 et Fr. 7,48 millions au budget 2009.

Intérêts passifs : Fr. 3,47 millions en 2009 contre Fr. 3,62 millions en 2008. Le budget 2009 prévoyait la somme de Fr. 4,15 millions, soit une économie de Fr. 0.68 million, à mettre en relation avec la diminution de la dette et aucun besoin de refinancement.

Compensation financière aux communes frontalières : Fr. 3,42 millions en 2009, contre Fr. 4,04 millions en 2008. Pour mémoire, les communes participent à la compensation à raison d'un tiers de ce qu'elles reçoivent sur les retenues à la source au titre de l'impôt sur le revenu dû par les frontaliers sur leur territoire.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

Amortissements du PF : ce poste enregistre des pertes sur débiteurs de Fr. 1,62 million en 2009 contre Fr. 9,37 millions en 2008 et Fr. 1,50 million au budget 2009. L'écart est dû à l'augmentation, en 2008, des provisions fiscales pour pertes sur l'impôt des personnes physiques et morales.

2. DETTE COMMUNALE

La dette communale est passée de Fr. 116 millions au 31 décembre 2008 à Fr. 111 millions au 31 décembre 2009, soit une diminution de Fr. 5 millions. Les mouvements suivants ont été enregistrés :

- a) remboursement du solde d'un emprunt à long terme, arrivé à échéance, pour Fr. 1,5 million
- b) amortissements financiers pour Fr. 3,5 millions

La Ville n'a pas contracté de nouveaux emprunts pendant l'année écoulée.

Le taux moyen de la dette s'est établi à 3,05 % au 31 décembre 2009, en légère baisse.

3. LE COMPTE D'INVESTISSEMENT

Les crédits votés

En 2009, le Conseil municipal a voté les crédits suivants à charge du compte des investissements :

- au patrimoine administratif Fr. 16,59 mios (dépenses brutes)
- au patrimoine financier Fr. 0,15 mio
- soit un total de Fr. 16,74 mio

Parmi les importants crédits votés au patrimoine administratif, citons :

- la réfection de l'avenue du Curé-Baud pour Fr. 4,3 millions
- les réfections extérieures de l'école en Sauvy, pour 2 millions
- la dotation de Fr. 2 millions à la Fondation communale immobilière de Lancy
- la création d'un restaurant scolaire à l'école Cérésole, Fr. 1.15 million
- le réaménagement partiel du parc Chuit pour Fr. 0.91 million
- l'assainissement des collecteurs sur le périmètre de la route de Chancy, en connexion avec le chantier du tram, pour Fr. 0.8 million

Pour le patrimoine financier, un seul crédit a été voté, s'agissant de la rénovation d'une villa au Petit-Lancy.

Les dépenses effectives

En 2009, nous avons effectivement dépensé la somme brute de Fr. 23,27 millions contre Fr. 43,43 millions prévus au budget, soit des dépenses non concrétisées pour Fr. 20,16 millions. L'écart est principalement dû à des retards apportés à la réalisation de nombreux projets, liés notamment à des procédures administratives ou encore à des décisions différées, à des intentions supprimées et à des différences d'estimations par rapport au budget de l'année.

La répartition, après transferts PF/PA, s'établit de la manière suivante :

- a) Fr. 21,63 millions pour le patrimoine administratif, en regard d'un budget de Fr. 40,34 millions;
- b) Fr. 1,64 millions pour le patrimoine financier, pour un budget de Fr. 3,09 millions.

Le montant dépensé de Fr. 23,27 millions a été couvert comme suit :

autofinancement par les amortissements	Fr.	12,48 millions
subventions et recettes diverses	Fr.	7,07 millions
utilisation des réserves	Fr.	<u>-0,76 million</u>
Autofinancement avant résultat	Fr.	18,79 millions

Séance ordinaire du 25 mars 2010

soit une insuffisance de financement de Fr. 4,48 millions compensée par les résultats 2009. Au final, la dette diminue de 5 millions, en tenant compte des autres positions bilanciées à financer.

4. CONCLUSION

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

Le Conseil administratif ne peut que se féliciter de ce nouveau résultat excédentaire qui s'explique globalement sur le rattrapage de recettes fiscales des exercices antérieurs, la progression de la taxe professionnelle, la dissolution de provisions, la plus-value sur des ventes de terrain et surtout le non dépensé par rapport au budget 2009.

Il y a une année, lors de la présentation des comptes 2008, je vous disais que c'était certainement le dernier exercice que nous enregisterions une progression des recettes fiscales aussi forte. Cela se vérifie aujourd'hui, en tous les cas pour les personnes physiques, soit une diminution de 10.49 % par rapport aux comptes 2008. Les effets de la crise n'ont pas fini de se faire ressentir sur les recettes fiscales ces prochaines années. Il faudra aussi compter en 2010 sur la baisse de l'impôt cantonal récemment votée par le peuple et, plus récemment, des déductions accordées sur la perception de l'impôt à la source. Cette nette détérioration des recettes fiscales doit nous mettre en garde sur la justification de toute nouvelle dépense de fonctionnement.

Au niveau des investissements, nous constatons une nouvelle fois le décalage entre le montant réellement engagé par le Conseil municipal et le montant brut qui était prévu au budget. Ce phénomène engendre des économies, en regard du budget 2009, sur les charges financières, mais malheureusement, en contre partie, nous déplorons encore une fois ce retard important pris sur la réalisation d'infrastructures publiques qui s'avèrent pourtant indispensables à notre population.

Grâce à cet excellent résultat, nous avons pu financer les investissements dépensés en 2009 en renouvelant aucun emprunt. La dette communale s'établit au 31 décembre 2009 à Fr. 111 millions, soit une diminution de Fr. 5 millions par rapport aux comptes au 31 décembre 2008. Pour la troisième année consécutive, nous pouvons vous informer, d'ores et déjà, que nous ne devrions pas contracter de nouvel emprunt en 2010 pour faire face aux investissements prévus au budget et que, par conséquent, la dette diminuera à la fin de l'année par le jeu des amortissements contractuels.

En tant qu'autorités, nous devons faire face aux fortes pressions exercées par le développement de l'agglomération genevoise. Le territoire de la commune est en mutation et nous devons répondre aux enjeux liés aux projets d'envergure cantonale qui se développent sur son territoire.

Dans cette perspective, il est de notre responsabilité, de mettre à disposition de notre population et de nos entreprises des infrastructures qui répondent à leurs besoins et satisfaire ainsi une certaine qualité de vie sur le plan environnemental et socioculturel qui sont aussi deux aspects en forte mutation. C'est ainsi que nous devons de plus en plus suppléer à l'initiative privée ou au bénévolat dans le cadre de différentes prestations en faveur de la collectivité et que notre engagement vis-à-vis de la petite enfance et de la jeunesse ne fait que s'accroître chaque année.

La Ville de Lancy est une commune solide sur le plan financier et nous comptons poursuivre dans cette voie, ce qui nous permettra d'affronter l'avenir avec confiance. Nous disposons de provisions en l'état suffisantes pour faire face à la dégradation certaine des recettes fiscales due aux différents facteurs évoqués dans cette présentation.

Tout ceci autorise le Conseil administratif et votre Conseil à poursuivre les objectifs que nous nous sommes fixés, à savoir :

- continuer à mettre l'accent sur l'entretien des bâtiments et des espaces publics communaux ;
- compléter et poursuivre le renouvellement des équipements mis à disposition de la population ;

Séance ordinaire du 25 mars 2010

- investir dans les nouvelles infrastructures en rapport avec le développement de nouveaux quartiers et répondre ainsi à des besoins clairement exprimés ;
- satisfaire enfin de manière plus générale aux besoins prépondérants de la population afin de favoriser son intégration dans la cité.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, j'en ai terminé. Mais avant de renvoyer à la commission des finances et gestion des immeubles locatifs l'examen des comptes 2009, je voudrais encore profiter de l'occasion pour remercier les collaborateurs du Service financier pour son excellent travail et, plus particulièrement sa cheffe, Mme Catherine Andrey, et M. Alexandre Chouet, pour le professionnalisme dont ils font preuve et le soutien qu'ils donnent à l'autorité administrative. Je remercie également l'ensemble du personnel pour son appui et l'effort constant qu'il a fourni tout au long de l'année et je lui exprime, ainsi, toute la gratitude du Conseil administratif.

**7. COMMISSION DES TRAVAUX ET CONSTRUCTIONS -
Séances des 2 octobre 2008, 3 novembre 2009 et 4 février 2010 -
Rapporteurs : M. Karel STUDER, M. Christian MARCHIANDO et M. Philippe PERRENOUD
COMMISSION DES FINANCES ET GESTION DES IMMEUBLES LOCATIFS -
Séance du 8 mars 2010 -
Rapporteuse : Mme Corinne FLOREY BARDET**

**Bâtiment de la crèche du Plateau « Eve » - Travaux d'agrandissement -
Crédit d'investissement (Fr. 185'000.--)**

=====

M. STUDER présente le sujet : Excusez-moi, le document est un peu empoussiéré, il date du 2 octobre 2008. M. Renevey rappelle que ce bâtiment, inauguré en 2003, était conforme aux exigences de l'époque, mais la place est vite venue à manquer. Le problème concerne la surface de rangement des poussettes, insuffisante, ainsi que le manque d'espace pour les archives et l'absence d'un local pour les produits de nettoyage qui sont pour l'instant stockés dans la chaufferie. L'agrandissement envisagé est devisé à Fr. 400'000.--, y compris les aménagements extérieurs.

M. Mattana, architecte, présente son projet puis répond aux diverses questions qui lui sont posées par les commissaires.

Aucun de ceux-ci n'est convaincu par les arguments avancés, en regard de l'investissement, considéré par tous comme disproportionné pour ranger quelques poussettes, fussent-elles désormais à six places.

Même si les besoins paraissent à tous évidents, certains aménagements et dispositions administratives devraient pouvoir être envisagés afin de restreindre le crédit sollicité.

Les commissaires ne remettent pas en cause la finalité de ce projet, et de ce fait sa nécessité, mais estiment qu'une autre solution doit être trouvée.

Au vu de cette prise de position très nette, M. Renevey retire le projet présenté sous cette forme.

M. MARCHIANDO présente le sujet : Deuxième tiers-temps en présence de MM. Côte et Coray du Service des travaux et constructions.

M. Renevey nous présente une nouvelle version moins disante. La piste la plus simple et la moins coûteuse était d'examiner les locaux à proximité, notamment la serre et la salle. Il est apparu que cette piste n'était pas possible, puisque d'une part, la serre est dans un état vétuste assez important et avec l'accès

Séance ordinaire du 25 mars 2010

comportant des marches et d'autre part, la salle est utile pour recevoir les anniversaires, goûters, assemblées, etc. La seule piste raisonnable qui s'est imposée était de construire.

M. Coray présenta ensuite le projet. L'autorisation de construire a été délivrée par le Département et ils ont travaillé sur les deux extrémités du bâtiment. A l'entrée, à droite, il est prévu une bâtisse en bois simple non isolée pour accueillir les poussettes. Ensuite, à l'autre extrémité, à gauche, sont prévus deux locaux de 8 m² chacun, qui serviront au rangement des poussettes quadruples et aussi à tout le matériel. Car, à l'heure actuelle, tout ce qui est produits de nettoyage, d'entretien est stocké dans la chaufferie, ce qui n'est pas réglementaire.

Le coût prévu était de Fr. 335'000.--, M. Coray explique que la construction en bois est chère au départ, et que, parmi les facteurs du coût, il faut compter le système de double-cloison avec isolation en sandwich et les raccords avec le bâtiment actuel pour garantir l'étanchéité.

M. Côte souhaite rappeler qu'il y a une dizaine d'années, il n'a pas été facile d'obtenir une autorisation pour construire cette crèche située dans le parc Emile-Dupont. C'est pourquoi, le service des travaux est reparti selon le même principe d'architecture.

La majorité des commissaires a trouvé ce projet encore trop cher pour l'utilisation prévue de ces locaux. Un commissaire pense que le doublage des parois ne se justifie pas, en considérant qu'il est possible de construire les locaux en gardant l'aspect esthétique.

M. Renevey souligne que le besoin de place existe. La crèche est « pleine comme un œuf », ils ne savent plus où mettre les affaires, et le souci sécuritaire n'est pas à négliger. Il insiste sur l'aspect essentiel de trouver une solution, quelle qu'elle soit. Sa proposition serait de retirer à nouveau ce dossier puis s'atteler à trouver une autre solution moins disante.

Fin du deuxième tiers-temps, la proposition est retirée pour être reprise en 2010.

M. PERRENOUD présente le sujet : M. le Conseiller administratif présente à nouveau le dossier, que tous les membres de la commission connaissent, car différents projets avaient déjà été présentés.

La version actuelle, plus simple, nous est expliquée par M. Coray :

- la fondation de la bâtisse sera sous forme d'une semelle à la place d'une dalle
- les cloisons seront en bois auto-clavées
- le doublage et les isolations ont été supprimés
- la toiture a été simplifiée et sera en pente traditionnelle
- le local à poussettes a été conservé

L'esthétique de la nouvelle version correspond à l'autorisation et sa durée de vie sera similaire.

Après lecture de l'arrêté, celui-ci est accepté par 8 voix, à l'unanimité.

Mme FLOREY BARDET présente le sujet : M. Côte explique que ce dossier a dû passer plusieurs fois devant la Commission des travaux car cette dernière désirait un projet plus simple et surtout moins cher. C'est finalement la troisième tentative qui fut la bonne. Le projet retenu consiste en la création de locaux de dépôt et d'un couvert, le tout dans une version très simplifiée par rapport au projet initial.

Cette présentation n'a suscité qu'une observation d'un commissaire qui s'est déclaré déçu qu'il faille revenir trois fois en Commission des travaux alors qu'avec un peu d'imagination et des ambitions moins grandes de la part des architectes, on aurait pu avancer beaucoup plus rapidement dans ce dossier.

Mise au vote, la proposition de crédit d'investissement est acceptée à l'unanimité.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

M. AUGSBURGER : Je demande à nouveau le plan. Si je pensais que ce sujet devait passer comme une lettre à la poste et tranquillement, puisqu'on en parle depuis 2008, je ne pensais pas qu'il y avait urgence aujourd'hui. Si vous passez à la crèche du Plateau maintenant, les deux locaux ici sont construits, l'étanchéité est faite, la dalle du local à poussettes est réalisée, alors que je sache, nous n'avons encore rien voté.

Comme je le disais, je pensais que cela allait passer comme une lettre à la poste, je ne vous demande pas de devoir tout remettre en question, mais à titre personnel, autant j'étais convaincu, autant je suis déçu de l'attitude une fois de plus du Conseil administratif et du Service des travaux en charge de ce projet, et personnellement, je voterai non uniquement par réaction épidermique.

M. RENEVEY : Effectivement, comme certains l'ont constaté, les travaux ont effectivement commencé, je dirai que c'est une erreur de jugement du technicien en place que j'assume. C'est vrai qu'il a pensé bien faire, étant donné que les deux commissions avaient préavisé à l'unanimité d'une part, et d'autre part, d'entente avec la directrice de l'Eve du Plateau, c'était d'éviter d'avoir des travaux trop conséquents pendant la période d'utilisation. Donc, c'était profiter de faire les travaux, qui pouvaient être dangereux pour les enfants, pendant les vacances scolaires, et effectivement, je l'ai appris vendredi passé, les travaux ont depuis été stoppés. Je ne peux que regretter cet état de fait.

M. ANNEN : Juste une petite remarque par rapport à ce dossier. Comme l'a dit la dernière rapporteuse, on a dû attendre 3 essais pour avoir quelque chose qui, selon les architectes, ne change rien au niveau qualitatif ni critique, avec un projet qui, comme vous l'avez remarqué, baisse de Fr. 400'000.-- à Fr. 185'000.--. C'est peut-être un vœu pieu de la part de l'ULR, mais ce serait bien que l'on évite de passer tout proche du précipice avant de réagir, et puis d'intervenir directement avec des projets qui peuvent être en réduction des coûts avec un projet qui tienne la route, comme cela a été le cas pour ce dossier. J'aimerais qu'à l'avenir en tout cas, ces principes soient retenus par le Service des travaux comme ces petites erreurs qui peuvent malheureusement irriter certains d'entre nous.

L'arrêté 7) est accepté par 23 oui - 3 non - 3 abstentions. (Voir Annexe).

- 8. COMMISSION DES TRAVAUX ET CONSTRUCTIONS -
Séances des 7 mai, 27 août 2009 et 4 mars 2010 -
Rapporteurs : Mme Carole ESTOPPEY, M. Philippe PERRENOUD et Mme Martine CASUTT
COMMISSION DES FINANCES ET GESTION DES IMMEUBLES LOCATIFS -
Séance du 8 mars 2010 -
Rapporteuse : Mme Corinne FLOREY BARDET**

**Chemin des Courtillets - Réaménagement de la chaussée -
Crédit de construction (Fr. 425'000.--)**

=====

En l'absence de Mme Estoppey, M. PAGE présente le sujet : M. Renevey rappelle que la chaussée du chemin des Courtillets est fortement dégradée et qu'il est nécessaire d'en faire la réfection. Il est prévu de végétaliser le trottoir actuel et un nouveau cheminement est prévu pour les piétons le long du bâtiment. Il nous rappelle qu'une présentation sur le plan de circulation sera bientôt réalisée et que des feux sont prévus entre les Courtillets et la route du Grand-Lancy.

M. Lorenzi, nouveau venu au STC, nous explique que le chemin sera complètement refait, quatre points de lumière seront installés côté cimetière, ce qui permettra également d'illuminer le début du chemin des Verjus. De plus, il est prévu de poser un enrobé phono-absorbant, ce qui permettra de réduire le bruit de 8

Séance ordinaire du 25 mars 2010

décibels. Idéalement, ces travaux devraient se dérouler pendant l'été et la DGM est d'accord de mettre le chantier en site propre pendant la durée des travaux.

S'ensuivent quelques questions relatives aux passages piétons, à la sortie du parking, à la création d'une piste cyclable et aussi à la possibilité de refaire l'aménagement devant l'entrée du cimetière ou encore si le chemin des Courtillets doit être bidirectionnel.

Il est répondu que les passages piétons actuels seront maintenus et qu'un autre sera prévu à la hauteur du parking. Il y aura une signalisation lumineuse à la sortie du parking et le mur a déjà été découpé pour améliorer la visibilité afin d'éviter tout accident. Quant à la piste cyclable, on nous dit qu'il est prouvé que les cyclistes préfèrent utiliser le chemin des Verjus.

Un commissaire rappelle qu'une discussion est prévue le 14 mai, il demande s'il ne faudrait pas suspendre ce projet. Le Président met au vote la suspension de ce projet qui est acceptée à l'unanimité.

M. PERRENOUD présente le sujet : Le président propose de remettre ce point à une date ultérieure. Il ajoute qu'il serait judicieux qu'une variante à ce projet soit proposée lors d'une prochaine séance.

Le Conseiller administratif délégué répond que l'aménagement n'a pas changé, raison pour laquelle le message n'a pas véritablement été modifié. Il rappelle, par contre, que la Commission avait soulevé un point sur la sécurité qu'il fallait régler, ce qui est le cas. Il précise, en outre, que la DGM a répondu et qu'elle accepte, dans le sens de la montée, un aménagement piétons-cyclistes.

Le Président répond que la végétation doit être supprimée car son entretien sera particulièrement difficile. Il ajoute qu'il convient de trouver une solution pour les garages situés à l'entrée du cimetière.

Le Conseiller administratif précise que c'est l'étude concernant la place du 1er-Août qui permettra de résoudre ce problème.

Un commissaire évoque la problématique de la circulation dans le périmètre, il se demande aussi si le planning des travaux n'aurait pas dû être plus réfléchi.

Le Conseiller administratif remarque que la coordination des travaux serait possible dans un monde parfait. Mais, il mentionne que tout dépend de la DGM et que le temps passe. Il ajoute qu'il est évident qu'il sera nécessaire d'affiner la question de la mobilité au cours des travaux. Il demande également ce que souhaite la Commission.

Le Président passe au vote du report de cet objet en répétant souhaiter une alternative et supprimer la partie végétale.

En faveur : 9 voix - 1 voix contre.

Mme CASUTT présente le sujet : M. Lorenzi nous présente le nouveau projet, il a tenu compte des différentes remarques. Le projet sera en continuité de l'avenue Curé-Baud, la largeur de la chaussée sera identique, soit 6 m et recouverte d'un enrobé phono-absorbant. Sur la montée, il y aura un large trottoir de 2.5 m, mixte piétons et vélos. Le long de l'immeuble la large bande végétalisée sera remplacée par des bacs à fleurs. Le système d'éclairage ne change pas. Les travaux seront terminés en même temps que l'avenue Curé-Baud.

Pour répondre aux commissaires, il précise que la route sera fermée durant 3 semaines, que l'aménagement sur le bas du carrefour pourra accueillir les feux de signalisation, que des indications sur le chemin des Verjus seront installées et que l'accès au parking sera maintenu.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

Les travaux se monteront à Fr. 425'000.--, soit une légère augmentation due aux bacs en béton, et la commune fera une demande de subvention fédérale pour les enrobés phono-absorbants.

Certains commissaires regrettent qu'une étude approfondie comprenant également le cimetière et la place du 1er-Août n'ait pas été entreprise.

L'arrêté est accepté par 8 oui et 2 non.

Mme FLOREY BARDET présente le sujet : M. Côte explique que ces travaux sont nécessaires et qu'ils s'inscrivent dans la continuité de ceux de l'avenue du Curé-Baud déjà en cours. Outre les enrobés qui seront refaits, le trottoir, côté cimetière, sera élargi pour permettre l'utilisation simultanée des piétons et des vélos, la chaussée sera également élargie afin d'avoir la même largeur que l'avenue du Curé-Baud.

Du côté de l'immeuble des Courtillets, l'ancien trottoir sera aménagé sous forme de bacs à plantes.

La réalisation de ces travaux est prévue pendant les vacances d'été afin de réduire les nuisances. Le but serait que l'ensemble des travaux soit terminé pour la rentrée de septembre.

Un commissaire demande si la mise en place des feux lumineux, côté route du Grand-Lancy, sera coordonnée avec la fin des travaux.

On lui répond que malheureusement la mise en place de ces feux dépend de la Direction générale de la mobilité, et que cela peut prendre un certain temps, raison pour laquelle, une coordination n'est pas envisageable.

Un commissaire déclare que le groupe ULR refusera cette demande de crédit de construction en raison du manque de vision par rapport au système de circulation, notamment en ce qui concerne la place du 1er-Août.

Un autre déclare que le groupe PDC votera cette demande, mais souhaiterait qu'une fois les travaux terminés, l'interdiction pour les poids lourds soit mieux respectée.

Mise au vote, la demande de crédit de construction est adoptée par 8 voix pour et 2 voix contre.

M. AUGSBURGER : Une fois de plus, on fait l'autruche en regardant la route uniquement, sans se pencher sur ce qui se passe autour. Comme vous l'avez entendu, la saga commence le 7 mai 2009 pour peut-être finir aujourd'hui, par dépit, au bout de trois séances sans aucune proposition concrète d'ouverture sur ce secteur qui nous semble important.

Aucune réflexion, ni sur le secteur de la place du 1er-Août, ni sur la désastreuse entrée du cimetière à laquelle il faudra bien réfléchir un jour car la ressemblance avec certains camps de concentration me choque de plus en plus au fil des jours.

Un revêtement provisoire aurait pu être fait depuis belle lurette sur ce tronçon, de façon à entamer une vraie réflexion dans ce secteur.

De plus, on veut nous faire voter Fr. 425'000.-- sans que rien ne soit mis en concurrence, car on s'est arrangé, selon les dires en séance, avec le contremaître du chantier adjacent. C'est bien mal connaître les pratiques du bâtiment, quand on va nous dire que si l'on soumet cet ouvrage à un autre entrepreneur, il va être plus cher !

Vu ce qui précède, je vous invite bien évidemment à refuser ce crédit.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

M. RENEVEY : J'aimerais répondre comme je l'ai déjà fait en séance de commission. A force de vouloir toujours attendre que tout fonctionne parfaitement bien avant de commencer des travaux, on ne fait jamais rien. C'est vrai qu'on a eu cette réflexion, il y a eu un vote du Conseil municipal très clair de fermer une des voies d'accès à la place du 1er-Août, comme vous le savez, nous devons ferrailer ferme avec la Direction générale de la mobilité afin que la commune puisse être entendue à ce sujet. Les travaux du chantier de l'avenue du Curé-Baud permettent d'essayer, de faire une sorte de test grandeur nature, afin de vérifier la faisabilité pour que la DGM accepte la demande de la Ville de Lancy, et c'est la raison pour laquelle, il était de toute manière prévu cette réflexion, à savoir, de repenser la place du 1er-Août, ainsi que l'entrée du cimetière, c'est évidemment prévu, mais dans une phase ultérieure.

On ne peut pas tout mélanger, c'est clair qu'il faut d'abord que la DGM se soit prononcée, qu'on sache exactement la place qu'on a à disposition, et ensuite, qu'on puisse préparer une évolution de cette place du 1er-Août, avec un nouveau mobilier urbain, et puis une réflexion sur ces deux périmètres.

M. GOLAY : Le groupe MCG soutiendra cet arrêté, je pense que ce chemin avait grand besoin d'être restauré. Je pense que ce serait l'occasion, et là-dessus, nous invitons le Conseil administratif à prendre langue avec la DGM, de faire aussi un essai par rapport à cette fameuse interdiction d'obliquer à gauche à la sortie de la route du Grand-Lancy sur les Communes-Réunies. On sait aujourd'hui, que tous ceux qui veulent revenir sur les Communes-Réunies doivent faire ce « ouedze », donc ce serait l'occasion, surtout pour un tram toutes les 10 minutes, puisque la ligne 17 a été supprimée, de profiter pendant ces 3 semaines, parce que sinon, les embouteillages sur la route du Grand-Lancy qu'on aura suite à cette situation, pourront être assez désastreux. Nous soutenons ce point, mais par contre, on invite le Conseil administratif à essayer, je ne pense pas qu'il y a caractère d'urgence, je pense que si on pousse un peu la DGM, on pourra obtenir quelque chose de leur part par rapport à cette interdiction de tourner à gauche.

M. PERRENOUD : Le groupe UDC acceptera également ces travaux, car le 27 août 2009, ils coûtaient Fr. 400'000.--, maintenant, c'est Fr. 425'000.--. Si l'on repousse encore les travaux, ça repoussera peut-être encore à Fr. 450'000.--, donc, nous prenons une solution raisonnable, et nous voterons oui à cet arrêté.

M. LINGG : Tout d'abord, le plan que nous avons là n'est pas le même que nous avons vu en séance de commission. Le plan qu'on a vu n'avait pas de bande cyclable qui coupait le chemin des Verjus en bas et qui, justement, allait dans le sens mon intervention. Avoir un aménagement mixte vélos-piétons dans le sens de la montée sur cet axe présente évidemment un intérêt très marqué pour les usagers qui vont moins vite, qui ont peut-être des problèmes d'équilibre aussi dans la pente. Mais, sur le plan qu'on avait vu, il n'y avait pas le bas de l'aménagement. Ma question est de m'assurer que, depuis le début de la route du Grand-Lancy, un aménagement pour les vélos est prévu étant donné qu'on a aussi tous les vélos qui viennent de la zone du collège de Saussure et qui veulent rejoindre Eugène-Lance, Marignac ou autre, qui vont passer par ici.

Deuxième remarque concernant les aménagements cyclables aussi, il est juste dommage et cela rejoint les remarques de tout à l'heure concernant la vue d'ensemble, que le débouché de cet aménagement cyclable sur la place du 1er-Août n'ait pas été vu, parce qu'on est dans un virage, un virage fermé, et on va avoir les vélos, les deux roues et les cyclomoteurs qui vont passer là-dessus pour vouloir aller sur la place du 1er-Août, et qui vont arriver à contre-sens des voitures qui vont à la vitesse que l'on sait sur cet axe, avec les risques que l'on imagine sans problème de sécurité.

M. RENEVEY : Je veux bien essayer de répondre en tout cas sur la deuxième partie, parce que je ne suis pas sûr d'avoir très bien compris la première. Sur la deuxième partie à savoir l'intersection avec la place du 1er-Août et l'avenue du Curé-Baud, évidemment qu'il y a une coordination avec le chantier qui est prévue entre le chantier de l'avenue du Curé-Baud et le chemin des Courtillets, là, ce sera évidemment affiné et ensuite amélioré dans un deuxième temps, lorsqu'on aura terminé cette rénovation de la place du 1er-Août. Il va falloir encore vérifier au niveau des deux chantiers pour que les choses se passent le mieux possible dans cette version un peu intermédiaire.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

Maintenant, pour le reste, je ne suis pas sûr d'avoir très bien compris. Effectivement, sur le plan qu'on avait vu lors de la commission, M. Lorenzi avait expliqué qu'il souhaitait pouvoir avoir aussi une amélioration juste sur l'entrée du chemin des Verjus, donc c'est cet ajout-là qui a été fait, puisqu'on est déjà dans la pente. Donc c'est cet ajout qui a fait l'objet d'une demande complémentaire d'autorisation de construire sur cette zone-là, mais vous parliez plutôt du lien avec la route du Grand-Lancy, c'est pour cela que je ne suis pas sûr d'avoir bien suivi quelle est la question.

M. LINGG : Effectivement, le but c'était d'avoir un aménagement cyclable qui commence à la route du Grand-Lancy et qui fait toute la longueur. Le plan qu'on avait et que j'ai ici de la commission, l'aménagement commence au-delà du chemin des Verjus.

M. RENEVEY : Tout à fait. Effectivement, pour la première partie, c'est juste une question de gabarit, pour pouvoir mettre des zones cyclables en fonction de la surface à disposition de la bande de circulation, ce n'était semble-t-il, je ferai encore une vérification, pas possible de pouvoir ajouter une bande cyclable déjà depuis le départ de la route du Grand-Lancy, c'est la raison pour laquelle, on est sur une version qui permet au maximum d'utiliser la bande, mais pas sur la totalité jusque sur la route du Grand-Lancy.

L'arrêté 8) est accepté par 24 oui - 4 non - 1 abstention. (Voir Annexe).

**9. COMMISSIONS DES FINANCES ET GESTION DES IMMEUBLES LOCATIFS ET DES SPORTS
REUNIES - Séance du 15 février 2010 -
Rapporteur : M. Cedric ANNEN**

a) Grand-Lancy FC - Situation financière du club et proposition d'octroi d'un prêt sans intérêt de Fr. 120'000.--

=====

M. ANNEN présente le sujet : En préambule, le Conseiller administratif rapporte que, lors des discussions avec les responsables du Grand-Lancy FC, il a été cherché des solutions parallèles qui permettraient de pérenniser le club en passant par un prêt sans intérêt de la commune et une gestion plus rigoureuse du club qui passera par une réorganisation de fond.

C'est le passage du fonctionnement du club du style « amicale » à des responsabilités plus professionnelles qui a entraîné le club dans une situation délicate et proche de la faillite. Cet état de fait est reconnu par le comité. La reprise du club par un nouveau comité en 2004, qui a récupéré une situation de gestion amateur et approximative, ainsi que l'application plus stricte des instructions AVS par les caisses pour les associations sportives expliquent principalement la situation délicate dans laquelle se retrouve le club.

Après un audit comptable, les rectifications des approximations antérieures reportées et intégrées à la comptabilité 2009 rendent le document difficilement analysable sur le fonctionnement habituel.

Après plusieurs questions des commissaires sur le document amenant des réponses toutes justifiées, les commissaires ont conclu que les conditions suivantes étaient suffisantes pour l'octroi d'un prêt.

Une rigueur plus professionnelle dans la gestion du club, dont plusieurs mesures ont déjà été mises en place. Un effort financier sur la rémunération des acteurs du club qui a été accepté par tous. Un système comptable qui permettra aux services financiers de la commune un contrôle régulier du fonctionnement du club. Une comptabilité tenue et révisée par un professionnel externe. Ce sont là des conditions sine qua non pour l'octroi d'un prêt qui permettra au club de repartir sur des bases saines.

Après lecture de l'arrêté, celui-ci est préavisé favorablement à l'unanimité.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

M. RENEVEY : Simplement, une information qui me semble importante pour la tenue des débats. Il y a eu jeudi passé, l'assemblée générale du Grand-Lancy FC, à l'issue de laquelle, les comptes ont été votés, le budget révisé a été accepté et l'augmentation de cotisations, telle que nous en avons parlé lors de la commission, a également été acceptée.

M. AUGSBURGER : J'aimerais savoir, en séance de ces deux commissions, c'est clair que j'ai accepté, mais on nous avait promis des comptes, il y avait des salaires pour Fr. 40'000.--, inexplicables quand on nous a présenté cela. On n'a toujours pas eu d'explications. Est-ce qu'il y a un éclaircissement à ce sujet par rapport aux comptes du club ?

M. RENEVEY : Je ne sais plus exactement ce qu'il en était, il me semble qu'on avait rajouté un document annexé au rapport rose qui donnait ces explications, sauf erreur.

M. FAVRE : Il y avait une liste des nouveaux salaires qui avait été effectivement jointe.

L'arrêté 9a) est accepté à l'unanimité par 29 oui. (Voir Annexe).

b) Lancy Natation - Point sur la situation financière du club

=====

M. ANNEN présente le sujet : Le Conseiller administratif et M. Young ont assisté à l'assemblée générale et nous rapportent des informations sur la situation du club. Celui-ci a dégagé un bénéfice exceptionnel qui n'a pas été budgété pour 2010, un réviseur externe est engagé par le club et le comité actuel réélu avec un nouveau membre. Aux diverses questions des commissaires, il a été détaillé la subvention communale, précisé que le premier remboursement du prêt s'effectuera en 2010 et que le budget 2010 a été avalisé par l'assemblée générale.

c) Divers

=====

M. ANNEN présente le sujet : La semaine découverte sportive du mois de septembre - les passeports plus délivrés par les communes - la 5'000'000ème entrée de la piscine - la suppression de la taxe professionnelle ont alimenté les divers.

**10. COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES - Séance du 10 mars 2010 -
Rapporteuse : Mme Murielle MARCHIANDO****a) Programme d'accès aux soins du canton de Genève - son application sur les EMS**

=====

Mme MARCHIANDO présente le sujet : Afin d'introduire le sujet, M. Baertschi rappelle l'intervention d'une Conseillère municipale lors du précédent Conseil municipal au sujet d'une résolution proposée par le Grand Conseil concernant les EMS. Il s'agit du projet de loi No 10611.

La Commission accueille M. Beausoleil, directeur des EMS La Vendée et des Mouilles et Mme Sthioul, membre de la Fondation communale pour le logement de personnes âgées, afin d'examiner et de débattre des implications de ce projet sur les EMS.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

Rappel historique - M. Beausoleil rappelle que le 26 juin 2008 a été adoptée par le Grand Conseil la loi sur le réseau des soins à domicile. Cette loi et son règlement d'application sont entrés en vigueur le 1er février 2010.

Dans cette loi, il est fait mention d'un programme d'accès aux soins PASS. Ce programme fonctionnera comme un organe cantonal central pour le placement des personnes âgées en milieu médicalisé.

Le projet de loi 10611 doit permettre à la FSASD de reprendre cet organe. Le budget qui sera voté lorsque ce projet sera adopté permettra la mise en application du PASS.

Exposé - M. Beausoleil souligne que le projet de loi 10611 a mobilisé différents partenaires du réseau de soins cantonal. Le but est de centraliser un lieu d'admission pour tous les EMS. Ces derniers seront donc dessaisis de leurs listes d'attente et de leurs pouvoirs décisionnels en matière d'admission. Celle-ci se fera par le PASS ainsi, il aura le pouvoir de décider si une personne peut être admise ou non en EMS. Pour ce faire, le PASS va utiliser un outil d'évaluation appelé le Système de Mesure de l'Autonomie Fonctionnelle (SMAF), inventé au Québec, sur lequel les EMS ont refusé de se prononcer, n'y étant pas favorables.

M. Beausoleil craint que les EMS deviennent avec ce système canadien des annexes des hôpitaux, voire des mouiroirs. De plus, il déplore la suppression des unités d'accueil temporaire dans les EMS, pour les centraliser dans un seul lieu, soit l'EMS de Villereuse.

La mise en application du PASS suscite donc de l'émotion et des craintes qui sont, à son avis, justifiées. Les partis Socialiste et Radical sont également intervenus à ce sujet.

Toutefois, M. Beausoleil précise que la direction des EMS n'est pas opposée à ces articles de loi contrairement à la Commune du Grand-Saconnex qui en demande sa suppression. Par contre, il préconise un partenariat des EMS au PASS, ainsi les UAT seront maintenues à la fois dans les EMS et à Villereuse.

De plus, il est important de ne pas centraliser les décisions d'admission dans les EMS, car si tel était le cas, il ne serait plus possible de favoriser les habitants de Lancy par rapport aux autres.

Un commissaire déplore le fait qu'avec ce projet de loi, les EMS n'auront plus leurs propres listes de candidats.

Une autre commissaire souhaite que les EMS restent des lieux de vie et d'intégration. Elle souligne l'importance de la socialisation avec le reste de la communauté des personnes résidant dans les EMS. C'est la raison pour laquelle, il est fondamental que les personnes soient placées dans des EMS proches de leur lieu de résidence d'origine.

En conclusion, une commissaire rappelle les différentes réactions qu'il y a eu face à cette loi : lettre, résolution du Grand-Saconnex votée à l'unanimité et propose de rédiger une résolution qui sera soumise au prochain Conseil municipal. A l'unanimité, la Commission accueille favorablement cette proposition.

Mme JUILLERAT VAN DER LINDEN : Cela a été évoqué par Mme Marchiando, nous sommes intervenus lors du dernier Conseil municipal pour soulever les problèmes liés à la mise en œuvre du PASS, outil technocratique de triage des personnes âgées en perte d'autonomie en vue de la détermination de leur lieu de résidence.

Grâce au relais engagé et efficace de notre présidente de la Commission des affaires sociales, Marceline Dilonardo, nous avons pu recevoir rapidement deux membres de l'Association des EMS de Lancy, dont son directeur, Laurent Beausoleil, à ladite commission. Elle et moi tenons d'ailleurs à le remercier, ainsi que M. Föllmi, pour leur précieuse collaboration à la rédaction du projet de résolution qui vous est soumis ce soir.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

Si le PASS a des intérêts certains, notamment celui de centraliser les demandes d'entrée en EMS, il présente en revanche des inconvénients et des risques, justifiant à notre sens cette résolution. A savoir principalement :

- que tant la personne que les responsables d'établissement pourront se voir privés de leur libre choix, au détriment des mesures de proximité et/ou d'intégration progressive au nouveau lieu de vie, comme cela a bien été noté dans le rapport
- que les coûts liés à l'application de cet outil d'évaluation sont très importants et seront répercutés sur les établissements médico-sociaux et autres structures d'accueil, les hôpitaux de jour mais aussi les immeubles avec encadrement pour personnes âgées, ce qui concerne donc encore doublement Lancy, vu que nous avons deux structures de ce type-là sur la commune

Suite à l'examen de ces points par la Commission des affaires sociales, qui a avalisé cette résolution, nous demandons donc que notre Conseil administratif interpelle le Grand Conseil, afin qu'il refuse en l'état ce projet de loi, qu'il s'assure que les points susmentionnés soient clarifiés et qu'il engage à plus large échelle une réflexion sur un accompagnement qui soit le plus humain et le plus digne possibles de la personne âgée en perte d'autonomie.

Pour votre information, les Conseils municipaux de diverses communes genevoises, dont le Grand-Saconnex et Carouge, ont voté des résolutions allant dans le même sens, Versoix, Chambésy et Plan-les-Quates en discutent et vont dans le même sens que la résolution qu'on présente ce soir, et plusieurs associations de défense des droits de la personne âgée se sont clairement exprimées contre le PASS.

M. GOLAY : Mes deux collègues du groupe voteront en faveur de cette résolution. En ce qui me concerne, vu ma position de chef de groupe au Grand Conseil, ce projet de loi est toujours à l'étude à la commission de la santé, je n'ai pas encore la position de mon groupe par rapport à ce projet de loi. Donc, pour ne pas me mettre en porte-à-faux, je m'abstiendrai, et je veillerai à défendre, en tous les cas, les amendements de la résolution au moment venu, lorsque cela sera traité en plénière.

M. BAERTSCHI : Le point I qui invite le Conseil administratif « à refuser en l'état le projet de loi 10661 », à part cela, nous ne sommes pas du tout interpellés pour l'accepter ou le refuser. On peut le dire, mais nous n'avons aucune autorité pour dire nous sommes d'accord ou pas d'accord. On peut laisser comme cela, mais il faut savoir qu'on ne nous a pas demandé notre avis. Nous le ferons peut-être, mais sachez qu'on va nous dire : écoutez, vous n'avez rien à dire. Je voulais vous rendre attentifs au fait que nous ne sommes pas habilités à dire oui ou non à ce projet de loi.

M. LINGG : Juste une remarque. On ne demande pas au Conseil administratif de refuser le projet, on demande d'interpeller le Grand Conseil afin qu'il refuse en l'état le projet. Ce n'est pas tout à fait la même chose.

M. BAERTSCHI : M. Lingg, merci, il fallait votre intervention.

Résolution acceptée par 28 oui - 1 abstention. (Voir Annexe).

b) Divers

=====

Mme MARCHIANDO présente le sujet : En réponse à l'interpellation d'un Conseiller municipal lors de la précédente séance au sujet d'un système de garde des enfants des Conseillers municipaux durant les séances de commissions ou des séances plénières, une commissaire souhaite que ce sujet ne soit pas pour l'instant mis à l'ordre du jour lors des prochaines séances.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

Vu le peu d'enthousiasme manifesté par une partie du personnel des écoles envers la réception de fin d'année organisée à leur intention et, pour des questions de réorganisation, la réception sera simplifiée en offrant un apéritif à leur intention.

**11. COMMISSION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - Séance du 17 mars 2010 -
Rapporteur : M. Dominique ZEHFUS**

Procédure d'opposition au projet de loi No 10635 modifiant les limites de zone sur le territoire de la Commune de Lancy - Route de la Chapelle - Création d'une zone de développement 3 - Plan No 29175-543

=====

M. ZEHFUS présente le sujet : Les commissaires sont informés de l'état de cette procédure par notre Président. En résumé, notre commune avait refusé un déclassement de cette zone en 2002, mais l'Etat n'en a pas tenu compte et est revenu sur le sujet que nous traitons ce soir.

Selon notre Conseiller administratif délégué, ce quartier a toujours été, dans l'esprit de l'Etat, une région à développer. Pour MM. Cramer et Muller, Conseillers d'Etat, une densification peut être réalisée dans cette parcelle. A la suite du vote défavorable de 2002, notre commune doit prendre position et notre Conseil administratif suivra l'avis du législatif.

La commission étant favorable à la démarche d'opposition, les commissaires se sont exprimés et nous pouvons résumer comme suit le débat qui s'en est suivi :

- Selon des renseignements émanant de l'Association pour la sauvegarde du site de la Chapelle, de nombreuses familles ont investi leur 2ème pilier pour acquérir un logement et il s'agit de respecter leur choix.
- D'autre part, il s'agit d'un projet de faible importance par rapport aux autres projets émanant des autorités cantonales. La région étant riche tant au niveau architectural qu'au niveau environnemental faune et flore qu'on ne trouve pas dans les grandes régions fortement urbanisées, il serait dommage et anti-écologique de détruire des valeurs mobilières encore en excellent état pour y construire des immeubles.
- Un commissaire précise que dans ce cas, il faudra rester cohérent et refuser tout projet de densification de villas.
- De plus, un commissaire précise, qu'en cas d'abandon de la procédure de déclassement, l'association s'engage à participer activement et positivement aux éventuels projets d'un futur quartier alternatif.
- Un commissaire rappelle que, selon M. Cramer, les Conseillers municipaux avaient un certain pouvoir et il est de notre devoir de se positionner.

Après lecture de la résolution, celle-ci est acceptée par 7 voix et 2 abstentions.

Mme CORMINBOEUF : Le groupe PDC s'opposera à cette résolution afin de rester cohérent avec la position prise sur le même sujet il ya 8 ans et d'être, par opposition aux autres groupes, en concordance avec les discours en matière de logement avec les instances cantonales de notre parti.

On ne peut pas clamer à longueur de séance au Grand Conseil qu'il faut construire des logements et s'y opposer au niveau communal dès que l'occasion se présente.

On peut également souligner que le responsable de la relance de cette procédure d'opposition au déclassement est M. R. Cramer, qui est sauf erreur du parti des Verts. Ces mêmes Verts s'y opposent au niveau communal. Comprenne qui pourra à moins que les élections à venir calment certaines velléités constructives.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

Sur le fond, ce projet de déclassement se situe entre 2 secteurs qui vont se développer de manière rapide, et à proximité de nombreuses voies de communication pour tous types de transport. Ce déclassement figure dans le plan directeur cantonal approuvé en 2001. Les acquéreurs récents ne pouvaient donc pas l'ignorer.

Cette procédure de modification de zone n'oblige personne à vendre sa propriété et à quitter ce périmètre. On sait d'expérience qu'il coulera beaucoup d'eau sous le pont de Lancy avant que les premiers plans localisés de quartier ne soient proposés à nos successeurs.

Accepter ce projet de loi de déclassement comme nous l'avons fait en 2002 ne signifie pas que nous accepterons n'importe quel projet et, nous nous battons comme nous l'avons fait dans d'autres sites pour qu'une densification cohérente soit mise en place, permettant pour certains propriétaires de rester sur le site en densifiant, voire surélevant leur construction actuelle afin que ce périmètre puisse intégrer plusieurs types de logements.

Nous vous encourageons donc à suivre le programme électoral cantonal que vos partis ont annoncé à force de tracts, affiches, discours à Léman bleu etc., il y a à peine 6 mois, et à refuser cette résolution.

Mme RICHERT : Le groupe des Verts s'oppose au projet de loi modifiant les limites de zone à la route de la Chapelle.

Nous souhaitons conserver un habitat varié. Des secteurs maintenus en zone 5 permettent une diversification pour toute la population en termes d'architecture, de paysage, de présence d'une faune qui n'est possible que dans de vrais jardins, difficile voire inexistante dans les grands ensembles d'immeubles.

C'est d'abord aux communes et à leurs habitants de déterminer l'aménagement de leur territoire. Dans cette optique, Lancy est amenée à impliquer la population dans les projets et tirer parti de sa perception, de ses besoins. A plusieurs reprises, les habitants de ce secteur nous ont fait connaître leur désir de conserver leur qualité de vie. Ils se sont regroupés en une association active qui ne réfute pas les besoins de densification, mais entend densifier d'une manière concertée et à l'image de leur quartier. Ils manifestent ainsi leur aptitude à de bons rapports sociaux, le Conseil municipal doit y être sensible.

Pour ces raisons nous acceptons la résolution proposée ce soir.

M. PAGE : Le groupe Libéral Radical accepte la résolution et s'oppose donc au projet de loi No 10635 modifiant les limites de zones et créant une zone de développement 3 à la route de la Chapelle.

En effet, malgré la volonté de l'Etat de procéder à un déclassement en zone 3, il n'est pas concevable que la commune de Lancy cède à tous les désirs de l'Etat. Il faut que la commune défende les intérêts des quartiers de villas, comme elle vient de le faire pour le chemin de l'Ancien-Puits au Petit-Lancy.

Le dernier plan directeur communal indique que le Nord de la Chapelle-les-Sciars est compris comme un secteur en seconde priorité.

Une commune doit préserver son patrimoine et les quartiers de villas en font également partie. Il s'agit d'un quartier où se trouvent une trentaine de parcelles privées. Depuis le refus du déclassement en 2002, de nouvelles familles sont venues s'installer en utilisant pour la plupart leur 2ème pilier et certaines ont même procédé à des rénovations.

Imaginez, que vous habitez dans une de ces villas que vous venez de rénover et demain on vous dit cette zone ne sera plus une zone villas, mais une zone 3 à développement. Quelle sera votre réaction ? Notre solidarité doit aussi être valable pour ces familles qui habitent dans ce quartier bien paisible et qu'il faut préserver le plus longtemps possible.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

M. ZEHFUS : Lors de cette séance de commission, j'avais pris la parole en disant que je ne pouvais pas m'exprimer au nom de mon groupe, celui-ci était divisé. Je suis le rapporteur de cette commission et je n'ai pas fait rectifier ce passage-là, puisque c'était ce que j'avais dit, donc je n'avais pas à le retrancher. J'avais parlé surtout en raison de la résolution relative à l'esplanade de Lancy-Sud qui a été votée au cours du dernier Conseil municipal, où notre groupe était divisé, le 50 % de mon groupe avait été divisé, et nous a surpris par des élucubrations un peu bizarres, alors, pour ma part, je suis favorable, et je pense que 50 % de mon groupe aussi.

M. GOLAY : En ce qui concerne le groupe MCG, il va soutenir cette résolution, il va s'opposer au projet de loi. On nous rappelle nos grands principes de programmes électoraux, je pense que nous ne sommes pas en marge par rapport à ceci sur la commune de Lancy, Chapelles-les-Sciers, Les Marbriers, Surville, etc. Je pense que tout ce que nous demandons c'est de souffler un peu par rapport aux autres communes de la rive gauche, côté Anières, Cologny, etc. qui elles ne font absolument aucun effort. Vous avez aussi des représentants PDC dans ces communes, invitez-les à respecter leurs programmes électoraux également. Je pense que par rapport aux PDC, n'ayez pas honte, lorsque j'ai vu sur le fascicule de Pic Vert, le nombre de députés PDC qui se sont engagés à préserver la zone villas, dont le Président du Grand Conseil, M. Guy Mettan, je pense que vous n'avez pas à vous gêner de laisser la commune un peu souffler par rapport à ces déclassements qui se font tous azimuts sur la commune.

Je vous invite donc à revenir sur votre position et laisser un peu ces habitants qui sont des gens qui sont relativement jeunes pour acheter des villas, il y a moins de 10 ans pour la plupart, laissez-les un peu aussi tranquilles dans ce cadre de paix, comme l'a dit ma collègue Verte à ce sujet. C'est une zone qui mérite une attention particulière, qui a une faune et une végétation qui sont hors du commun, donc laissons cet endroit souffler.

M. PERRENOUD : Le groupe UDC étant un groupe uni, nous allons accepter la résolution d'opposition.

M. BONFANTI : Pour répondre au groupe PDC, la réalité d'il y a 8 ou 12 ans, n'est pas la réalité d'aujourd'hui, vous semblez l'oublier. En terme d'aménagement, la Ville de Lancy a fortement fait des efforts ces 12 dernières années, on ne peut pas venir vers nous pour dire qu'on n'a rien fait. Comme l'a dit M. Golay, on a fait les Marbriers, la Chapelle-les-Sciers qui va bientôt commencer, Sovalp, il y a le plan localisé de quartier des Semailles qui en phase aussi. Vous ne pouvez pas dire qu'on ne fait rien en terme d'aménagement du territoire et surtout en terme de logements.

Evidemment, vous nous traitez un peu de girouettes, parce qu'on change d'avis, mais nous tenons de la réalité des faits tout simplement, en 12 ans, il y a passablement de choses qui ont changé, et on estime que sur Lancy, on fait assez en terme de logements, et qu'il faut cesser d'attaquer systématiquement certaines zones. Quand les zones de développement seront totalement bouchées et qu'on ne pourra plus y construire d'immeubles, peut-être que nous pourrions envisager construire sur des zones villas. Nous n'en sommes pas là, et pas du tout là. Quand on aura fini de travailler sur ces zones de développement, nous pourrions discuter des zones villas. Ne faisons pas tout en même temps, soyons logiques, et surtout tenons compte de la réalité des choses.

M. CALABRESE : Pour ce qui concerne le groupe Socialiste, on ne va pas encore débattre là-dessus, mais nous soutiendrons cette résolution.

Résolution acceptée par 25 oui - 4 non. (Voir Annexe).

**12. COMMISSIONS DE SECURITE ET DES AFFAIRES SOCIALES - Séance du 8 février 2010 -
Rapporteuse : Mme Claudine CORMINBOEUF**

Séance ordinaire du 25 mars 2010**Etude pour la mise en place de caméras sur le territoire de la Commune
- Statistiques du SPPM et des APM**

=====

Mme CORMINBOEUF présente le sujet : Il est rappelé que la Commission de la sécurité a discuté de cet objet à deux reprises. M. Dessibourg, chef des APM du Grand-Saconnex, est venu présenter le concept appliqué dans sa commune, et M. Zuber, directeur de la Surveillance des communes genevoises a expliqué les modalités des règlements de la surveillance par caméras.

Suite à la résolution du Conseil municipal, les services SPPM et APM ont établi une liste non exhaustive des emplacements où pourraient être installées ces caméras. Des statistiques sur les sortes de vandalisme et les interventions ont été demandées. L'idée est de partir sur le principe d'un nombre limité de lieux et de bien cibler les endroits les plus critiques. A relever qu'il est difficile d'implanter des caméras sur le domaine communal qui balaieraient le domaine public.

M. Scaglioni informe des interventions des APM, les chiffres ne reflètent pas forcément la réalité, car tout ne passe pas forcément par les APM.

8 écoles, soit : Palettes, En Sauvy, Bachet, Petit-Lancy, Tivoli, Cérésolle, Caroline et Morgines, 44 rapports de dégâts établis qui se décomposent comme suit :

- 22 aux Palettes : 11 vitres, 3 portes, 1 classe, 1 poubelle, 1 luminaire, 1 tag, 4 divers
- 8 à Tivoli : 6 vitres, 2 poubelles
- 5 à En Sauvy : 2 portes, 2 poubelles, 1 divers
- pour les autres écoles, on ne compte qu'un ou deux dégâts

A relever que lorsque l'on parle de dégâts de vitres, elles sont complètement détruites, et pour les poubelles, ce sont des objets complètement incendiés et ravagés.

9 parcs, soit : Pralie, Mairie, Marniac, Bernasconi, Navazza, Gué, Louis-Bertrand et Surville.

- Surville 5 dégâts : 2 tags, 2 vitres cassées et 1 divers
- Louis Bertrand 4 dégâts : 1 luminaire cassé, 1 poubelle détruite, 2 divers
- Mairie et Pralie : 1 dégât sur un jeu d'enfants
- Marniac 1 dégât : luminaire détruit.
- Bernasconi 2 dégâts : 1 poubelle et 1 divers
- Navazza 1 dégât : divers
- Gué 2 dégâts : 2 poubelles

Constat : il y a moins de dégâts dans les parcs que dans les écoles.

M. Guerrero du SPPM a fait des constats d'incivilité, de vandalisme et de salissures. C'est l'état de propreté des installations qui retient son attention. Il a également constaté que les dégâts diffèrent entre les écoles et les parcs. Les parcs de Marniac, Mairie, Bernasconi sont beaucoup plus touchés par des actes de vandalisme et d'incivilité que les parcs des Voirets, des Fraisiers et d'En Sauvy. Cela dépend des périmètres et cela est difficile à expliquer.

Les actes de vandalisme se déroulent sitôt la belle saison venue, soit d'avril à octobre. A relever que les agents de parc avaient démontré leur efficacité pour la prévention.

Pour ce qui est des écoles, celles du Petit-Lancy et de Cérésolle ne sont quasiment pas touchées, à l'inverse de celles des Morgines et de la Caroline. A noter qu'elles se trouvent à l'opposé.

En ce qui concerne les préaux des écoles, ses chiffres rejoignent ceux des APM. 70 % des dégradations se font sous les couverts. L'école des Palettes vient en tête, à tel point que des équipes de nettoyage sont envoyées le lundi avant la rentrée des classes pour nettoyer les préaux, ces équipes faisant le tour des écoles les plus à risques.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

Il a constaté également que le préau couvert des Palettes était devenu un urinoir public. Cela pose un problème d'hygiène, car en cas de pluie, les enfants doivent se réfugier sous le couvert et si l'un tombe et qu'il se blesse, avec la dilution de l'urine par l'eau, il risque d'attraper dieu sait quelle maladie !

Pour le vandalisme dans les écoles, En Sauvy est la plus touchée avec 5 feux de poubelles, 4 aux Palettes, 2 à la Caroline, 2 à Tivoli, 1 à Cérésolle. Il faut noter que l'école de la Caroline est fermée actuellement pour travaux, il n'y a donc presque plus de dégâts. Il faut relever que l'architecture des écoles de Lancy, avec tous leurs coins et recoins, est propice aux regroupements divers.

M. Guerrero confirme à un commissaire que le nombre d'utilisateurs est en lien avec le nombre des déprédations, et que la présence de poubelles n'empêche pas les dépôts d'ordures à côté de ces dernières. Les écoles proches de cycle ou d'école secondaire ne sont pas forcément les plus touchées. M. Guerrero n'a pas remarqué d'acte de vandalisme particulier dans les déchetteries, il s'agit plutôt d'incivilité.

Il est répondu à un autre commissaire que l'âge des faiseurs de troubles n'est pas connu précisément, mais les patrouilles APM ont repéré une tranche d'âges de 15 à 30 ans, pas tous sont forcément domiciliés sur Lancy.

Il a été également constaté que depuis que le parking Louis-Bertrand est muni de caméras, les incivilités et déprédations ont nettement diminué.

M. Lance indique que le coût pour 2009 pour les actes de vandalisme se monte à Fr. 300'000.-- auxquels il faut déduire la participation des assurances, mais au total, la Commune engage Fr. 170'000.--. Les réparations des abribus sont également à charge de la commune.

A la question de savoir si les tags ont disparu des actes de vandalisme, M. Guerrero constate qu'il s'agit d'un problème récurrent et spécifique à l'école des Palettes, mais que celle de la Caroline est quand même la plus taguée.

Aux montants financiers engagés par la Commune, il faut ajouter le sentiment d'insécurité ressenti par la population ajoute un commissaire, il ne faut donc pas banaliser le problème.

D'autres nuisances existent et ne peuvent être quantifiées, telles les nuisances sonores poursuit M. Lance, surtout le week-end durant l'été et les plaintes sont nombreuses pour les parcs du Gué et Louis-Bertrand. Il mentionne également que le parc de la Mairie est aussi visité, les volets de la Mairie ont même été retrouvés par terre. Il estime qu'il va falloir envisager la pose de caméras dans des endroits bien spécifiques.

Le Président clôt la discussion en demandant à chaque groupe d'étudier la documentation (qui avait été remise en commission) sur les emplacements de caméras proposés pour faire une proposition d'implantations de caméras, tout en gardant à l'esprit que toutes les possibilités ne pourront être appliquées.

**13. COMMISSION DE SECURITE - Séance du 8 février 2010 -
Rapporteuse : Mme Claudine CORMINBOEUF****a) Point sur le regroupement des ORPC de Lancy et Cressy**

=====

Séance ordinaire du 25 mars 2010

Mme CORMINBOEUF présente le sujet : Le Conseil municipal de Lancy a accepté ce regroupement dans sa séance de septembre 2009. Les Conseils municipaux de Confignon et d'Onex ont également accepté ce principe. Ce regroupement se fera officiellement le 1^{er} janvier 2011.

M. Pierre-André Bise reprend ad intérim le commandement de la structure de Cressy d'ici l'arrivée de son successeur. Il ne quittera pas sa fonction tant que tout ne sera pas en place administrativement. Il explique à la Commission la mise en place qui avance rapidement. La convention intercommunale sera présentée en avril aux magistrats des 3 communes concernées.

Il a pu constater que ces deux entités sont totalement différentes et que la structure de Cressy, qui relève de miliciens et non de professionnels comme à Lancy, présente de nombreuses lacunes, tant au niveau commandement, qu'entretien du matériel et du bâtiment. A noter que le bâtiment devra être désaffecté car il ne répond plus aux normes. M. Bise relève que l'effectif de Lancy se monte à 300 personnes et celui de Cressy à 200. Il faudra réduire ce sureffectif en ne remplaçant pas les départs. Il n'y aura pas de nouvelle appellation, et ces deux institutions conserveront leur entité pour que les astreints se reconnaissent par rapport à leur commune respective.

M. Lance remercie M. Bise pour son engagement et souligne la volonté des 3 communes à se regrouper dans cette ORPC. Il veillera à ce que Lancy n'assume pas financièrement la remise en état des infrastructures, qui incombera totalement à Onex et Confignon. M. Rose, collaborateur de la Ville d'Onex et chef de l'Office PC de Cressy à 80 %, est affecté depuis le 1^{er} janvier 2010 à la Maison de la Sécurité de Lancy. Il travaille ses 20 % restants pour Lancy et Onex reverse le salaire en conséquence à Lancy.

M. Bise répond à une commissaire que la limite d'âge d'astreinte à la PC est de 40 ans, à part les cadres volontaires qui peuvent poursuivre jusqu'à 50 ans. A noter qu'il est difficile de compenser les départs avec l'arrivée de nouveaux formés, donc l'effectif se réduit naturellement.

b) Utilisation du terrain d'exercice de St-Georges et la Maison du Feu par l'Association Genevoise d'Air Soft

=====

Mme CORMINBOEUF présente le sujet : Pour mémoire, Lancy a construit il y a plusieurs années une Maison du Feu sur les terrains propriétés de l'Arquebuse et de la Navigation. Ces terrains sont situés sous le CFPC, ancien CEPTA. La Maison du Feu est utilisée par les compagnies de pompiers volontaires et la PC pour leurs entraînements. Or, elle s'est détériorée et devient dangereuse. Comme c'est la dernière maison de ce genre qui existe sur le canton, l'idée est de la casser et d'en faire une maison de décombres pour les entraînements des formations d'interventions. M. Bise relève que l'armée utilise le terrain et non la maison.

Sur cet emplacement, l'Association genevoise de Soft Air s'entraîne, il s'agit d'exercices de tirs avec de petites billes de diamètre 0,6 à 0,8 mm. Le style de ce jeu est semblable à celui de la balle brûlée, c'est un jeu qui se fait par équipes, et les participants sont habillés en tenue de camouflage, ce qui a fait l'objet d'un article dans la Tribune de Genève, un promeneur ayant pris peur en voyant surgir devant lui une espèce de soldat "armé".

Personne n'est sans ignorer que cet emplacement est fréquenté par de drôles personnages. L'activité de l'association Soft Air permettrait d'occuper ce terrain. A noter qu'elle sécurise déjà le passage des promeneurs lorsqu'ils sont en exercice par des adhérents qui arrêtent le jeu lorsque les promeneurs se profilent. Donc aucun souci pour les promeneurs du bord du Rhône. Elle fournirait bien entendu un calendrier des activités et des entraînements. Des panneaux pourraient même être apposés pour information aux promeneurs. Tous les participants doivent avoir un port d'arme. Les projectiles ont une portée maximum de 50 mètres. Il leur serait demandé une location pour le terrain. En cas d'incident, l'Association est responsable et non la Commune. C'est également l'Association qui remet en état le terrain

Séance ordinaire du 25 mars 2010

après usage, soit le ramassage des projectiles, à savoir que ces petites billes ont biodégradables. L'Association a un règlement et des statuts, c'est important.

Un commissaire pense qu'en mettant le terrain officiellement à disposition de Soft Air, les membres vont augmenter, va alors se poser un problème de sanitaires. Il lui est répondu qu'il est impensable de mettre des sanitaires à disposition, ces derniers seraient vandalisés à coup sûr dans ce périmètre.

M. Lance précise qu'il ne sera pas question de construire quoi que ce soit dans ce périmètre. L'Association assumera seule le nombre croissant de ces participants si cela se produit. Il déclare par ailleurs que le Conseil administratif est favorable à cette affectation de terrain à Soft Air.

Il est spécifié à un autre commissaire que le non respect des conditions émises par la Commune entraînera de suite l'exclusion de Soft Air.

Quelques commissaires émettent le vœu d'avoir de visu une démonstration de Soft Air pour se rendre compte de cette activité, et M. Bise va donc organiser un samedi matin sur place. Le vote est donc reporté.

c) Divers

=====

Mme CORMINBOEUF présente le sujet : M. Lance communique que la Commune a retenu 8 candidats APM, et 3 ont été retenus à ce jour aux examens préliminaires. Elle est dans l'attente de savoir ce qui se passera avec les 5 restants.

Suite aux séances mensuelles avec les acteurs de la sécurité communale, il a été constaté de nombreux regroupements de jeunes dans le parking des Rambossons nécessitant l'intervention de la Police.

La Commune a reçu des plaintes des riverains du terrain de football synthétique des Fraisiers. Les samedis et dimanches le terrain étant très utilisé, des ballons finissent dans les jardins et les propriétaires sont dérangés par les personnes qui viennent rechercher les ballons. Des dégâts sur le terrain synthétique et les jeux proches ont été constatés, il serait dommage de devoir clôturer ce terrain pour éviter ces faits. Les patrouilles d'APM vont tourner plus souvent dans ce secteur.

Un commissaire propose de mettre en place des travaux d'intérêts généraux pour les personnes qui commettent des incivilités. M. Lance répond que cela existe déjà sur la Commune pour autant que l'on retrouve ladite personne.

Le Président invite les commissaires à lui faire part des sujets qu'ils souhaiteraient voir traiter en commission.

Une commissaire propose alors d'auditionner M. Lopez, TSHM qui opère de Bernex à Chancy, et M. Lance indique qu'il faudrait alors réceptionner également M. Cadoux qui est TSHM pour Lancy-Sud. Ces deux personnes étant confrontées aux mêmes problèmes d'incivilité et d'insécurité.

**14. COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE -
Séance du 11 février 2010 -
Rapporteur : M. Dominique ZEHFUS****a) Présentation sur les écoquartiers**

=====

Séance ordinaire du 25 mars 2010

M. ZEHFUS présente le sujet : La commission a reçu Mmes Bierens de Haan et Levrey pour nous présenter ce sujet encore trop souvent méconnu. Il faut savoir que le 75 % de la population vit en milieu urbain. L'avenir de la planète se joue dans les villes.

Un écoquartier est un concept global qui vise :

- l'environnement afin de réduire l'empreinte écologique
- la société pour préserver et favoriser les liens sociaux
- l'économie pour favoriser la relocalisation

Un modèle idéal pourrait se présenter comme suit :

- une occupation modérée des sols
- une architecture bioclimatique
- l'utilisation d'énergies renouvelables
- une mobilité douce
- un tri, une bonne valorisation des déchets ainsi qu'une bonne gestion de l'eau
- la conservation d'une biodiversité et d'une nature sauvage
- une agriculture biologique et un jardinage de proximité
- une mixité sociale et fonctionnelle
- une gestion participative
- un bien-être tant au niveau de santé que de la qualité de la vie
- une préservation du patrimoine et de la culture

Pour arriver à de tels buts, la participation active de la population est un élément crucial. Nos invitées nous ont présenté une série de photos avec quelques exemples dans différents pays européens. Nous avons eu la possibilité de voir des architectures de différentes sortes qui répondaient aux critères mentionnés au début de l'exposé.

Dans les questions des commissaires après cet exposé, nous avons parlé de la participation des citoyens, de la mixité et du financement de ces différents écoquartiers qui peuvent varier suivant leur emplacement. Une forme existe à Plan-les-Ouates, et nous avons même appris que ce type de fonctionnement existait déjà, sous une certaine forme, au Petit-Lancy.

b) Présentation de la page du site Internet « Développement durable »

=====

M. ZEHFUS présente le sujet : C'est à la suite de nombreuses demandes de classes que ce sujet a été mis à l'ordre du jour. La commission a reçu Mme Isabelle Froidevaux qui nous a présenté le sujet. Le but de ce site est de répondre aux nombreuses demandes, de valoriser, faire connaître et valoriser le travail qui se fait sur notre commune concernant tous les objets liés au développement durable.

Différents thèmes ont été définis en fonction des visites potentielles. Parmi les thèmes présentés, on retrouve l'environnement et la nature, la ressource des déchets, l'urbanisme et l'architecture, la santé, la mobilité ainsi que d'autres sur les questions sociales, politiques et associatives.

Ce site est destiné principalement aux écoles et actuellement il y a plus de demandes que de disponibilités.

Quelques remarques sont faites par les commissaires et il apparaît que ce site est clair et fonctionnel et la commission nous invite tous à le visionner.

c) Point sur le type de plantations à Lancy

=====

Séance ordinaire du 25 mars 2010

M. ZEHFUS présente le sujet : Ce point avait été évoqué lors d'une précédente commission et les commissaires ont reçu un récapitulatif du travail effectué par notre Service des parcs, promenades et maintenance.

En résumé, le choix des plantations s'effectue en fonction de l'exposition, de la situation et du contexte environnemental. La qualité du sol et l'ensoleillement sont les éléments essentiels pour le choix des plantations.

Il faut savoir que le Service cantonal des forêts et de la nature impose, après l'abattage d'arbres, le remplacement par des arbres, principalement d'origine indigène.

Notre service a effectué, en 2009, un nombre impressionnant de plantations d'arbres, arbustes, fruitiers et plants d'afforestation, soit presque le double de l'année 2008.

La gestion de l'eau pour les arrosages est stricte et elle est surtout effectuée dans le milieu urbain où la végétation se trouve entourée de bitume ou dans les bacs, les trois premières années pour ces derniers.

Notre invité, M. Von Arx a répondu à de nombreuses questions complémentaires et nous avons appris qu'un programme pour la pose de nichoirs sera effectué pour l'observation en relation avec la conservation de prairies fleuries dans le cadre de la préservation de nombreuses espèces animales.

d) Divers

=====

M. ZEHFUS présente le sujet : Plusieurs questions sont posées sur :

- le concept des toits « végétalisés »
- la liste rouge des matériaux à ne pas utiliser dans les bâtiments
- le goudronnage à la place des Ormeaux
- la formation continue des collaborateurs du Services des parcs, promenades et maintenance
- l'amélioration de la communication.

Toutes ces questions ont obtenu une réponse.

**15. COMMISSION DE LA CULTURE - Séance du 1er mars 2010 -
Rapporteur : M. Christian MARCHIANDO****a) Projet de bibliothèque multimédia à Lancy-Sud
- Etude des normes et éléments financiers**

=====

M. MARCHIANDO présente le sujet : Nous nous sommes réunis en présence de M. François Lance, Conseiller administratif délégué, de Mme Andrey, responsable de la bibliothèque communale et de Mme Mamie déléguée à la culture.

M. Lance, en préambule indique que la Commission doit se déterminer sur l'implantation de la bibliothèque multimédia, notamment par rapport aux bâtiments prévus sur le périmètre de Lancy-Sud. Elle doit se faire une idée sur ce que le projet peut coûter en termes d'investissement mais aussi de fonctionnement. Dans le premier, il faut inclure l'engagement de collaborateurs et de collaboratrices, les acquisitions de documents et le fonctionnement de la bibliothèque. Pour le budget 2009, le coût net de la bibliothèque actuelle était estimé à Fr. 723'000.--, les comptes de 2009 s'élèvent à Fr. 708'000.--. Ces chiffres doivent

Séance ordinaire du 25 mars 2010

servir de base de travail pour le nouveau projet. Selon lui, on parviendra à un coût de fonctionnement d'environ Fr. 1'500'000.-- par année, qui sera partagé entre les communes de Lancy et de Plan-les-Ouates. Il rappelle que Plan-les-Ouates ne participera pas au coût de l'investissement, toutefois la Ville de Lancy peut déposer une demande au fonds intercommunal. Puis, M. Lance explique que l'objectif est que la Commission s'imprègne bien de ces chiffres avant d'aller plus loin dans la réflexion, mais aussi avant de se présenter devant la Commission culturelle de Plan-les-Ouates.

Mme Andrey, sur notre demande, nous apporte les chiffres du projet de bibliothèque-médiathèque prévu en 2006 dans le cadre de l' « Escargot ». La population totale concernée par cette bibliothèque est de 23'300 habitants sur Lancy et Plan-les-Ouates, habitants de la Chapelle-les-Sciens non compris. Selon les normes suisses, il faudrait compter 1.5 document par habitant. On ouvrirait avec 12'000 documents. Mais la capacité totale prévue serait de 30'000 documents. L'espace minimum requis est de 700 m². Le coût d'investissement était près de Fr. 4.5 millions, comprenant, le fond, l'équipement et le salaire de 7 personnes avant l'ouverture. Pour comparaison, la bibliothèque de Carouge, ville de 19'000 habitants, possède une bibliothèque de 750 m² et possède plus de 40'000 documents, soit il faut le souligner, plus de 2 documents par habitant.

Mme Andrey nous présente les éléments constitutifs d'une bibliothèque multimédia :

- Des postes de recherche par rapport aux collections
- Des postes de navigation sur internet
- Des postes de consultation des documents multimédia
- Des postes de travail pour la bureautique
- Des espaces pour venir travailler avec son ordinateur portable
- Des postes d'accès à des banques de données électroniques
- Des postes d'accès à des bibliothèques numériques et virtuelles, d'accès à des documents électroniques tels que les e-books

Lors du débat qui suivit, plusieurs éléments sont apparus :

- La surface : 700 m² apparaissent comme un minimum ou même insuffisants
- La bibliothèque sur un ou plusieurs étages pour la partie ouverte au public
- La première solution est préférable. Elle serait plus attractive et offrirait davantage de modularité et de souplesse et plus accessible aux personnes handicapées
- La proportion documents imprimés, documents multimédia. Il doit y avoir les deux sortes. Mais ces derniers devraient être plus nombreux, dans une proportion qu'il faudrait plutôt laisser déterminer par les professionnels selon Mme Andrey
- L'accès internet. En plus de CD, DVD et autres médias situés physiquement sur place, faut-il ouvrir aux utilisateurs l'accès à Internet ? Un commissaire en doute, D'autres y sont favorables, en tenant compte de l'évolution future de ce média. Ce qui est clair, il ne s'agit pas d'un cybercafé et il faut du personnel pour guider les utilisateurs dans leur recherche
- Animation : des locaux de rencontres, permettant la lecture de contes, la présentation d'auteurs, offriraient une animation bienvenue. Ils offriraient un lieu d'échange avec les classes
- Places de parking. Malgré la présence d'un arrêt de tram, à proximité, des places de parking seraient utiles pour ceux et celles qui viennent à plusieurs ou qui empruntent de nombreux documents.

En synthèse, voici les souhaits de la commission :

- Un lieu attractif à l'architecture esthétique
- Un seul bâtiment (800 m² à 1000 m²) sur deux niveaux avec accès aux personnes à mobilité réduite
- Un bureau pour les employés de la bibliothèque et d'une réserve
- Un espace de plain-pied pour la bibliothèque à proprement parler : la collection de documents (accessibilité, facilité de gestion)

La bibliothèque fonctionnerait sur quatre piliers :

- Les livres et les périodiques
- La vidéothèque et la cd thèque

Séance ordinaire du 25 mars 2010

- La consultation accompagnée de la toile par des bibliothécaires formés
- Des espaces de rencontres, d'animations, de présentations, par exemple de contes ou d'auteurs
- La commission a exprimé le souhait de visiter la bibliothèque de Carouge, qui vient d'ouvrir une médiathèque. La commission culturelle de Plan-les-Ouates y sera aussi invitée.

b) Divers

=====

M. MARCHIANDO présente le sujet : M. Lance mentionne deux vernissages, un le 2 mars à 18 heures à la Ferme de la Chapelle, et un autre le vendredi 5 mars à 18 heures 30 à la Villa Bernasconi où un collectif d'artistes, composé de graphistes, d'illustrateurs, de dessinateurs de BD, d'artistes en arts plastiques exposent leurs œuvres.

Mme Dominique Page sera contactée en vue de sa participation à l'une des séances de la Commission de la culture, afin de répondre aux différentes questions relatives à l'exposition qui sera présentée à Mai au Parc.

Mme Mamie mentionne ensuite un atelier de dessin pour les enfants qui sera mis en place durant les vacances de Pâques.

Enfin, elle indique que la Villa Bernasconi organise dans le parc Navazza une exposition dont le vernissage aura lieu le 10 juin, visible à vélo durant tout l'été, des visites commentées seront organisées au départ de la Mairie, vers les trois expositions de la Ville de Lancy : le parc Navazza, la villa Bernasconi et la Ferme de la Chapelle. Les dates prévues sont les 13 et 27 juin et le 26 septembre. Des vélos électriques seront mis gracieusement à disposition sur inscription. L'information figurera dans l'agenda culturel.

16. COMMISSION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - Séance du 3 mars 2010 - Rapporteur : M. Dominique ZEHFUS

a) Résolution du 18 février 2010 relative à l'Esplanade de Lancy-Sud - Présentation par le bureau J.-M. Comte des possibilités de procédures concernant le recrutement des mandataires

=====

M. ZEHFUS présente le sujet : Cette séance fait suite à la résolution votée lors du Conseil municipal en février dernier. Après une brève introduction de la part du Conseiller administratif délégué, la commission a reçu M. J.-M. Comte.

Celui-ci a confirmé que, dans le cursus du projet, celui-ci comportait la procédure à choisir pour aller de l'avant. Le choix de la procédure étant essentiel, notre invité a résumé l'essentiel des diverses possibilités qui s'offrent. Tous les commissaires ont reçu un document très détaillé résumant les études de marché public et de plan localisé de quartier.

En résumé, il y a plusieurs formes de procédures :

- celle de concours, ouverte
- celle de concours, sélective
- les procédures par invitations et les procédures de gré à gré

Séance ordinaire du 25 mars 2010

Dans le remarquable exposé compte tenu de la complexité de toutes ces procédures, notre invité nous a donné de nombreux détails sur celles-ci en précisant qu'il conviendrait obligatoirement d'en abandonner plusieurs, compte tenu du coût du projet.

Une remarque est faite en cours par un commissaire au sujet d'un recours initié par des privés sans savoir exactement si l'effet suspensif suivait celui-ci. Il semblerait que l'article de loi cité ne serait plus appliqué.

En résumé, et en parcourant ces différentes procédures, M. Comte nous a indiqué que deux paraissaient plus adaptées pour le projet actuel, soit :

- celle ouverte de concours SIA 142 qui présente l'avantage d'offrir un nouveau choix en terme d'architecture
- celle sélective du mandat parallèle SIA 143 qui pourrait prendre un peu plus de temps, soit de l'ordre de quelques mois

Dans la discussion qui a suivi cet exposé, il a été question :

- de l'historique du projet et de toutes les propositions, tribulations, recours et même du référendum annulant le projet de l'implantation d'une Maison de la Danse
- du volume et des questions liées à l'implantation des bâtiments et du gabarit de ceux-ci

Il est rappelé que la création d'une bibliothèque, médiathèque est prévue et plébiscitée par la majorité du Conseil municipal. D'autre part, il est également rappelé que trois Présidents de commissions, ainsi qu'un membre par parti élu, n'ayant pas de présidence, ont été retenus pour l'élaboration du cahier des charges.

La séance s'est terminée, tout le monde étant d'accord sur le principe de la démarche.

b) Divers

=====

M. ZEHFUS présente le sujet : Les commissaires ont reçu de la part de M. Côte, 3 documents, des plans concernant :

- les propriétés immobilières communales, parcelles et immeubles locatifs communaux
- les propriétaires de parcelles
- un plan localisé de quartier avec les constructions projetées

Ces plans seront adaptés tous les deux ans pour des raisons de coûts.

Une précision est donnée par notre Conseiller administratif délégué sur une promesse de vente dans la région du chemin du Gué. Après différentes tractations entre promoteurs, Conseil administratif et Office cantonal du logement et en accord avec ce dernier, il y a un projet d'appartements affectés en PPE et en loyers libres.

**17. COMMISSION DES TRAVAUX ET CONSTRUCTIONS - Séance du 4 mars 2010 -
Rapporteuse : Mme Martine CASUTT****a) Présentation de la rénovation de la piscine de Marignac**

=====

Mme CASUTT présente le sujet : Une nouvelle présentation de la piscine de Marignac nous est soumise suite à divers changements. Le mandataire prend la parole et déclare que les remarques faites par la CMNS remettent en question le principe du pont-promenade en considérant que l'impact sur le bâtiment

Séance ordinaire du 25 mars 2010

est trop important. Cet élément a donc été supprimé, il a fallu trouver une solution pour les panneaux solaires, ils vont être adossés contre le muret sur la longueur arrière de la piscine. La CMNS a également demandé de garder 3 accès à la piscine. Il signale avoir renoncé à la demande d'ouvrir les WC sur les vestiaires pour des raisons d'hygiène et de sécurité.

Un travail a été mené pour chiffrer les nouveaux montants, près de Fr. 1'100'000.-- sont économisés sur les structures métalliques, l'économie pour les panneaux en verre du pont-promenade s'élève à Fr. 200'000.--, plusieurs autres éléments ont été revus à la baisse, carrelages, finitions pour un montant total de Fr. 1,5 million.

Les travaux devront se faire en deux étapes, mais il n'est pas possible de procéder sur la période de fermeture d'une saison, car on ne peut pas bétonner pendant l'hiver, il faudra donc faire deux fois les installations de chantier, ce qui engendre des coûts.

Les panneaux solaires seront protégés par des panneaux en verre et résisteront à la grêle. Ces panneaux servent au préchauffage de la piscine ainsi qu'aux sanitaires.

Le pont-promenade était un souhait de 2003, raison pour laquelle la CMNS n'a pas été consultée plus vite. C'est regrettable de devoir abandonner ce projet.

Les commissaires ont noté la légère baisse du coût des travaux qui sont passés d'environ Fr. 12 millions à Fr. 9,3 millions et regrettent de se trouver avec un tel surcoût par rapport au prix annoncé initialement de Fr. 6,5 millions. On se demande s'il ne faudrait pas mandater plus vite un architecte pour connaître les prix réels lors de gros chantiers.

b) Divers

=====

Mme CASUTT présente le sujet : M. Renevey signale que les travaux pour le restaurant scolaire de Cérésole ont débuté. La réflexion est en cours pour le parking du futur bâtiment administratif et un vote sur l'option à prendre sera demandé lors d'une prochaine séance.

Un commissaire se demande si un recours a été fait contre le lauréat du concours du bâtiment administratif. Un commissaire précise que le jury du concours a évoqué le fait que le lauréat était hors périmètre, mais que cela ne poserait pas de problème. M. Renevey répond qu'il n'y a finalement pas eu de recours.

Un crédit sera voté par la commission pour la réfection du Vieux-chemin-d'Onex qui est dans un état catastrophique.

Les travaux de Curé-Baud sont détaillés sur Internet.

L'adresse pour le stade de Florimont n'est pas celle de la mairie ou de l'architecte. C'est l'adresse de l'organisateur du concours, il s'agit d'un spécialiste AIMP auquel la commune a parfois recours.

**18. COMMISSIONS DES FINANCES ET GESTION DES IMMEUBLES LOCATIFS ET DES AFFAIRES SOCIALES REUNIES - Séance du 8 mars 2010 -
Rapporteuse : Mme Corinne FLOREY BARDET**

Séance ordinaire du 25 mars 2010**Projet route du Grand-Lancy 96 - Besoins en logements d'urgence**

=====

Mme FLOREY BARDET présente le sujet : M. Lance explique que la situation du logement dans le Canton, et plus particulièrement à Lancy, s'aggrave de mois en mois et qu'il n'y a malheureusement aucune possibilité de résoudre les situations difficiles de certaines personnes habitant la commune. Il donne ensuite quelques chiffres provenant du service de location de la Ville de Lancy. Lancy dispose de 730 logements à disposition prioritairement des habitants de Lancy. A ce jour, 460 demandes de logement ne sont pas satisfaites. En 2009, seules 25 de ces demandes se sont vu attribuer un logement.

La plus forte demande (35 %) provient de personnes sans logement, qui sont en sous-location ou qui habitent chez des tiers. Pour le reste, ce sont des demandes pour des motifs aussi nombreux que variés divorces, loyer trop élevé, surtaxe HLM trop importante, chômage etc. Beaucoup de ces demandes proviennent de personnes habitant déjà Lancy ou ayant un lien avec Lancy.

M. Lance explique qu'en conséquence la situation est très tendue, compte tenu du peu d'appartements qui se libèrent chaque année. L'attribution d'appartements est toujours difficile. Les revenus des demandeurs sont principalement pris en compte afin de s'assurer que ces derniers pourront payer leur loyer. Il conclut en rappelant qu'il y a beaucoup de demandes de logements et qu'il en reçoit presque tous les jours.

Mme Pastore, représentante de la régie Brun, confirme que le taux de vacance est excessivement bas, si bien que les régies ne tiennent plus de liste d'attente. Ensuite, elle explique qu'en ce qui concerne les contacts avec la Ville de Lancy, c'est la Ville elle-même qui traite les demandes. La régie traite le dossier une fois que le logement a été attribué par la Ville. Aujourd'hui, la majorité des propriétaires, tant privés qu'institutionnels, demandent que les dossiers leur soient soumis afin de choisir eux-mêmes les locataires.

Concernant l'attribution des appartements, Mme Pastore précise que le critère principal d'attribution reste le revenu et qu'il faut avoir conscience que plus le demandeur se trouve dans une situation d'aide, moins nombreuses seront ses chances de se voir attribuer un logement. Les propriétaires ne veulent plus prendre de risque dans l'attribution des appartements et avoir en fin de compte des loyers non payés.

Pour ce qui est de l'urgence, Mme Pastore explique qu'il faut être prudent avec cette notion. Il y a une réelle urgence quand un locataire est à la rue, d'autant plus que si ce dernier a fait l'objet d'une expulsion, il ne retrouvera vraisemblablement plus de logement auprès d'une régie ou qu'il faut reloger une personne suite à un incendie.

Les situations décrites par M. Lance, ne sont pas à considérer comme de l'urgence, mais sont des situations qui appellent des réponses. Or, les régies n'ont que très rarement des appartements à mettre temporairement à disposition pour ce genre de situation.

Un commissaire demande s'il serait possible que la Ville se porte garante lors des situations d'urgence. Mme Pastore répond par la négative, la Ville de Lancy n'étant pas une institution sociale. L'Hospice général est en principe l'institution qui se porte garante, mais les propriétaires restent en général méfiants lorsqu'ils voient une lettre de l'Hospice. Le problème provient du fait que, si une personne dépendant de l'Hospice ne se rend plus au rendez-vous avec l'assistant social, il est fort probable que ce dernier cesse de payer le loyer. Dans ce cas, il est impossible de se retourner contre l'Hospice, car elle ne garantit le loyer que dans le cadre du versement de l'assistance. Un commissaire pense que la Commune devrait établir des critères d'urgence précis.

Un autre pense que la Commune devrait plutôt réfléchir aux moyens physiques d'aider ces personnes qu'aux moyens financiers, car les moyens financiers ne règlent pas les problèmes sociaux des demandeurs. Il déclare que, de toute façon, la situation du logement sera compliquée à gérer quelles que soient les solutions mises en place.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

Plusieurs commissaires sont d'avis qu'il faut séparer la question du logement et de l'urgence qui sont deux problématiques différentes. La problématique de l'urgence devant être bien cadrée et limitée dans le temps.

M. Demierre, responsable du Service des affaires sociales, pense qu'il faut que les lieux d'hébergement d'urgence restent des lieux comme tels. Quand une personne en difficulté sociale et financière se présente au Service des affaires sociales, ce dernier donne des priorités dans le traitement du dossier. La première priorité est d'éviter que la personne se fasse expulser de son logement. Dans la plupart des cas, une solution est trouvée et l'on évite l'expulsion. La deuxième est l'aspect financier qui relève de multiples problématiques.

Un commissaire se dit gêné par le fait qu'une personne qui est déclarée insolvable se voie systématiquement refuser un appartement et se retrouve sur une liste « Noire ».

Ensuite, M. Lance met en avant la situation paradoxale du parc immobilier communal. Les demandes montrent que la priorité serait de construire bon marché pour pouvoir appliquer des loyers abordables car il n'est pas possible d'attribuer des logements aux personnes qui ne pourraient pas payer le loyer en raison des obligations vis-à-vis du Conseil municipal et des contribuables ainsi que de la Commission des finances qui exige un certain rendement.

La solution est de construire bon marché, mais pas uniquement dans une optique de logement d'urgence mais également dans du logement traditionnel, compte tenu de la diversité des demandes à Lancy. L'idéal, pour le périmètre du 96, route du Grand-Lancy, serait de trouver un compromis entre des logements d'urgence gérés par le service des affaires sociale et des logements pérennes avec des loyers abordables.

Mme Pastore ajoute très justement que la mixité sociale est également souhaitable pour des questions d'équilibre. Elle conclut en mentionnant que, globalement, les loyers de la Ville de Lancy sont très raisonnables, même ceux des immeubles récents conformes à la moyenne du marché.

En conclusion, la commission prend note de toute ces remarques et restera attentive à la problématique du manque de logements et à la suite à donner à la résolution concernant le 96, route du Grand-Lancy.

**COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES - Séance du 10 mars 2010 -
Rapporteuse : Mme Murielle MARCHIANDO****Résolution « Route du Grand-Lancy 96**

=====

Mme MARCHIANDO présente le sujet : Une commissaire propose que la Commission se mette d'abord d'accord sur le type de personnes que l'on va y accueillir et le type de logements. Elle rappelle la composition de cette parcelle qui comprendrait 70 pièces, soit 20 appartements de 4 pièces. Cela laisse de belles possibilités de construction.

Le débat s'est porté essentiellement sur quel type de bâtiment serait le plus adéquat et leur affectation.

Affectation - Il pourrait s'agir d'accueillir des personnes en détresse ayant perdu leur logement, ou des personnes victimes de violences conjugales.

Néanmoins afin d'éviter la création de ghettos en y logeant que des personnes à problèmes sociaux, certains commissaires pensent qu'une population mixte pourrait y cohabiter à savoir :

- des étudiants et/ou
- des personnes à faibles revenus et/ou

Séance ordinaire du 25 mars 2010

- des personnes âgées n'allant pas dans les EMS et qui n'ont pas les moyens de se payer des appartements et/ou
- des suisses expatriés de retour au pays en attendant un logement et/ou
- des représentants d'ONG de pays émergents à revenus modestes

Type de bâtiments - Un commissaire s'interroge alors sur le type de construction. Ces logements devront être destinés à des personnes en situation d'urgence et ne devront en aucun cas pouvoir s'y installer durablement. A son avis, il serait plus judicieux de se baser sur le modèle des hôtels « Formule 1 » et devrait pouvoir en plus y loger des étudiants. Il pense donc, que la mixité ne doit pas se faire sur cette parcelle, mais elle doit être destinée d'une part aux étudiants, d'autre part à des personnes en situation d'extrême urgence. Y construire des appartements normaux bon marché ferait à son avis doublon avec les logements d'utilité publique, d'autant plus, rajoute un autre commissaire, que la Commune est déjà bien fournie en logements sociaux.

Au contraire, une commissaire est d'avis de rentabiliser cette parcelle en construisant également des appartements pour familles à revenus modestes et qui paient un loyer.

Gestion des logements d'urgence : S'interrogeant sur l'avenir de l'Association « La Virgule » qui occupe actuellement la parcelle, un commissaire souhaite que cette association puisse continuer ses activités dans les bâtiments futurs et propose que cela soit inscrit dans le texte de la résolution débattue ce soir.

Toutefois, un commissaire émet des conditions quant à l'accueil par « La Virgule » des nouveaux résidents. Ils doivent être genevois ou étrangers possédant un permis de séjour car il ne souhaite pas que la commune finance des logements pour sans papiers. Cependant, une commissaire mentionne que l'Association travaille dans la légalité.

Des commissaires demandent donc que soit établi un contrat de prestation avec « La Virgule » si cette dernière veut continuer son activité. En parallèle, le service social prendrait en charge des personnes en difficultés financières et victimes de violences conjugales toutes habitant la commune de Lancy.

En conclusion, la majorité des commissaires présents à cette séance sont donc favorables à :

- en première étape, une démolition-reconstruction du bâtiment actuel dont l'affectation serait l'accueil de personnes en détresse pour une durée déterminée. La gestion sera confiée à l'Association « La Virgule » et le service des affaires sociales
- en seconde étape, l'édification d'un bâtiment comprenant de petits appartements ou de modules préfabriqués type « Formule 1 » pour y loger des étudiants, par exemple.

Une résolution allant dans ce sens sera présentée à la Commission des travaux pour qu'elle puisse à son tour en débattre.

**19. COMMISSION DES FINANCES ET GESTION DES IMMEUBLES LOCATIFS -
Séance du 8 mars 2010 -
Rapporteuse : Mme Corinne FLOREY BARDET****Divers**

=====

Mme FLOREY BARDET présente le sujet : M. Lance a une information concernant les subventions 2009 du Fonds d'Équipement Communal pour les travaux de réhabilitation de l'école de la Caroline. Il donne lecture d'un courrier qui indique qu'aucune subvention ne sera versée, puisque la commune a fait passer son taux du centime additionnel au-dessous de 48.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

Une commissaire demande si la Fondation immobilière pourrait faire un inventaire des terrains constructibles de la commune.

Un commissaire, membre de ladite Fondation répond que c'est une piste que le bureau de la Fondation poursuit pour l'année 2010. La Fondation a déjà été reçue par le Conseil administratif dans ce but.

M. Lance confirme et précise que la Fondation n'est pas apte à établir cette liste car elle ne dispose pas des éléments nécessaires. Dès lors, c'est à la commune de le faire.

20. ELECTION D'UN MEMBRE DU BUREAU

M. LUSSI : Rassurez-vous, nous n'allons pas rentrer dans la polémique, je voulais simplement m'assurer de la légitimité de ce dont vous avez reçu soit remplie. Je reviendrai à notre règlement, dans son article 2.1.2. *« Remplacement d'un membre du Bureau - en cas de décès ou de démission d'un membre du Bureau, le Conseil municipal pourvoit à son remplacement au cours de la séance suivante ».*

J'ai le plaisir de vous dire quand même que M. Zehfus n'est pas décédé, M. Zehfus est en bonne santé et que ce n'est de loin pas son intention de démissionner. En fonction de quoi, M. le Président, deuxième petite chose désagréable, vous avez en fait une demande personnelle, d'une faction ou d'une mouvance, mais qui, en aucune manière, ne représente ou ne peut avoir la légitimité du groupe UDC, puisque malheureusement, nous sommes à 4 et donc une majorité à 4 ne peut être définie. En l'occurrence, je me demande, M. le Président, si c'est vraiment juste de pourvoir à cette élection, que nous contestons, mais ne pas simplement attendre le renouvellement normal, car d'ici là, de l'eau aura coulé sous les ponts.

M. FAVRE : Je propose de retirer ce point de l'ordre du jour, et laisser l'UDC régler ses problèmes, et vous reviendrez quand vous serez au clair.

21. PROPOSITIONS INDIVIDUELLES ET QUESTIONS

M. BONFANTI : En ce qui concerne l'avenue Eugène-Lance, plus précisément l'entrée de l'Institut International, je me rends compte qu'il y a passablement de problèmes de circulation à l'entrée de cette école. Chaque matin, c'est pratiquement une colonne de 50 véhicules, il faut vraiment que l'on fasse quelque chose à ce niveau-là. Les parents arrivent, déposent les enfants, attendent les enfants, les voitures n'ont pas la possibilité de pouvoir se parquer, s'arrêtent sur le passage piétons, et c'est une colonne de 40 à 50 voitures qui sont là tous les matins qui posent de gros problèmes et qui font aussi des demi-tours, ce qui est illégal. Je proposerai peut-être le réaménagement de l'entrée de l'école, et pourquoi pas un dépose-minute, pour que les voitures puissent se décaler, afin de ne pas entraver la circulation, poser leurs enfants, et ensuite continuer leur chemin. On ne peut pas rester dans cette situation-là.

M. LUSSI : Je suis vraiment désolé, surtout pour les Lancéens, mais je poursuis sur notre lancée. Le demi-groupe qui est toujours un groupe légitime conteste donc l'avis, et nous n'avons pas fait de lettre, c'est un avis de janvier. Je vous annonce donc que cette tentative de me mettre de côté est refusée par ce demi-groupe et que, dès aujourd'hui, je reprends en force toutes mes places dans les commissions. Je vous demande de prendre la liste des commissions telle qu'elle était donnée en décembre.

M. GOLAY : Bien sûr que je m'adresse au Conseil administratif, vous avez tous pu lire à travers les médias que deux événements se préparent pour le stade de Genève, dont la commune a un membre à la Fondation du stade Genève, puisqu'on a investi environ Fr. 6 millions dans ce stade.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

Je commencerai par le premier point qui est l'organisation d'une fête qui est prévue pour une fan zone au moment où il y aura le Mondial 2010 en Afrique du Sud. La Ville de Genève a fait un concours pour une fête sur l'esplanade des Vernets, sollicitée par l'ensemble du Conseil administratif de la Ville, l'attribution du concours a été faite par une société, et droit derrière, une autre société qui est habituée à ce genre d'événement, qui avait eu d'ailleurs d'étranges problèmes de financement suite à l'Euro, veut également organiser une fête à 1'000 mètres de cet endroit qui est l'esplanade du stade à la Praille.

C'est une organisation privée, elle a le droit de faire une demande, mais je pense qu'à une telle distance, on peut se demander si c'est raisonnable en matière de sécurité, de nuisances, de gestion des déchets, et notre groupe pense que si l'autorisation de la commune devait être délivrée, on devrait obtenir des garanties, que les frais inhérents à la gestion de ces déchets et des APM qu'on devrait mettre en place pour ce type d'événement, soient facturés à cette organisation à but lucratif.

J'invite donc le Conseil administratif à prendre les dispositions nécessaires, ce n'est pas aux contribuables de Lancy de payer ce type d'organisation privée, lorsqu'on sait que seul le rendement compte pour les gens qui organisent cela.

L'autre chose, vous l'avez aussi entendue par la presse, c'est l'arrivée éventuelle d'une équipe de la Croix de Savoie dans notre magnifique stade, prioritairement, j'aurais préféré le FC Grand-Lancy dans ce stade, plutôt qu'une équipe d'Evian, de Thonon ou de Gaillard. Si la Fondation accepte l'arrivée de cette équipe, il faut savoir qu'en matière de sécurité, je me suis renseigné, la 2ème division a un hooliganisme qui est quasiment aussi important qu'en 1ère division. Les hooligans savent qu'il y a moins de sécurité autour des stades en 2ème division, les prix sont moins chers, donc si c'est 6 à 7'000 personnes, ce ne sont pas les équipes d'Evian, Thonon, Gaillard qui ont des groupements de personnes peu fréquentables, et ce seront certainement les équipes qu'ils vont recevoir ici, donc nuisances, difficultés de se parquer, on connaît lorsqu'il y a des matchs. Si le Servette remonte un moment donné, il faudra voir, ce sera tous les 15 jours, il faudra des APM, gestion des déchets, pompiers, etc., donc, je pense que là aussi, on doit pouvoir s'assurer, parce que le financement, de dire : cela va amener des revenus à Genève, la Fondation, je vous le rappelle, n'est pas en déficit, les collectivités françaises reçoivent de Genève en rétrocession Fr. 200 millions pour les communes, là-dessus, il faut simplement Fr. 1,5 million pour rénover le stade d'Annecy, elles ne peuvent pas le faire, ce sera à nous de supporter tous les inconvénients de cette équipe qui viendrait éventuellement à Genève et les coûts financiers à Lancy.

Je demande aussi au Conseil administratif qu'on puisse bénéficier d'un certain profit, peut-être pas profit, mais que cela couvre les frais de gestion. Je pense qu'on doit être conscient que ce n'est pas aux contribuables Lancéens de couvrir les frais d'une collectivité étrangère sur notre territoire.

Mme CASUTT : Je voulais juste vous rappeler la course des Conseillers municipaux ce samedi à 17 heures. On est quand même 4 à participer, je les remercie déjà pour leur participation. J'espère qu'on ne sera pas trop ridicules.

Une dernière chose, je voulais souhaiter un bon anniversaire à notre Conseiller administratif François Lance.

M. AUGSBURGER : Je déplore la pose de l'enseigne sur le front du bâtiment de l'ancienne pharmacie à l'angle de la route du Grand-Lancy, le mauvais goût est une nouvelle fois au rendez-vous.

Mme JUILLERAT VAN DER LINDEN : Parlant d'activité pour le samedi 27, je voulais rappeler la journée de la santé de Lancy qui cette année sera consacrée à la prévention et Mme Luisa Alonso-Pentzke, ici présente, en est la responsable organisatrice. Il y aura de nombreux thèmes qui seront abordés, la prévention de l'alcoolisme, la maladie d'Alzheimer. Nous vous invitons à venir un moment dans la journée.

Séance ordinaire du 25 mars 2010

Par ailleurs, je voulais savoir si une réflexion était engagée, ou pourrait l'être, quant à l'affectation de la place du marché attenante aux Courtillets qui n'est pas destinée, dévolue au marché, et voir dans quelle mesure, on pourrait donner plus de vie à un lieu qui est maintenant bien agréable et bien placé.

M. RENEVEY : Concernant la remarque de M. Bonfanti quant à l'Institut International, c'est évidemment quelque chose que nous déplorons et qui est déjà passablement ancien. Nous avons regardé avec le Service des travaux la possibilité d'un dépose-minute à l'intérieur de leur périmètre, puisque l'Institut International nous disait, qu'ils souhaitaient un dépose-minute et qu'il faudrait alors sacrifier une vingtaine de places devant afin que ce dépose-minute ait lieu. Nous avons estimé qu'il n'était pas de notre devoir de supprimer ces places qui sont très utilisées durant l'été pour la piscine, alors qu'il semblait que techniquement, l'éventualité de ce dépose-minute sur leur périmètre était existant. Donc, en l'état, nous en sommes là pour cette problématique.

Concernant le Mondial 2010, l'événement au stade de Genève, effectivement, nous avons été approchés par la société dont parle M. Golay pour cette manifestation. Elle nous a dit qu'elle allait organiser cette manifestation sur le périmètre du stade. A l'heure actuelle, j'ai vu le directeur de cette organisation, en lui faisant part de ce que M. Golay vient de dire, à savoir que si nous devons avoir des nuisances importantes en terme de sécurité avec l'engagement d'agents de police municipale ou alors le Service des parcs, promenades et maintenance, évidemment que cela devrait être facturé.

Maintenant, sur le principe même d'une manifestation, nous avons estimé, le Conseil administratif, que d'avoir une manifestation qui se tenait à Lancy n'était pas une mauvaise chose en soi, que c'était aussi permettre finalement l'utilisation de ce stade, d'avoir des animations sur Lancy. Donc en l'état, nous ne sommes pas opposés, mais à l'heure actuelle, nous en sommes qu'au stade d'information préliminaire, et il n'y a pas encore de décision de prise quant à cet événement.

M. LANCE : Je n'ai pas de réponse, si ce n'est que je me réjouis de partager un verre avec vous au carnotzet.

M. FAVRE : Nous allons donc tous à la cave pour fêter notre Conseiller administratif.

La séance est levée à 22 heures 30.

21. QUESTIONS DU PUBLIC

Il n'y en a pas.

Le Secrétaire :

Javier ALONSO

Le Président :

Yves FAVRE